



Rapport financier semestriel

30 juin 2011

Remarques générales

Le présent rapport financier contient des indications sur les objectifs, perspectives et axes de développement du groupe AREVA. Ces informations ne sont pas des données historiques et ne doivent pas être interprétées comme des garanties que les faits et données énoncés se produiront ou que les objectifs seront atteints. Les déclarations prospectives contenues dans le présent rapport financier visent aussi des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui pourraient, en cas de réalisation, avoir pour conséquence que les résultats futurs, les performances et les réalisations du groupe AREVA soient significativement différents des objectifs formulés et suggérés. Ces facteurs peuvent notamment inclure l'évolution de la conjoncture internationale, économique et commerciale ainsi que les facteurs de risques exposés dans la section 2.1. AREVA n'a pas d'obligation de mise à jour des informations prospectives contenues dans ce document, sous réserve des obligations d'information permanente pesant sur les sociétés dont les valeurs mobilières sont admises aux négociations sur les marchés réglementés.

SOMMAIRE

1	Personne responsable	- 5 -
1.1	Responsable du rapport financier semestriel.....	- 5 -
1.2	Attestation du responsable du rapport financier semestriel	- 5 -
2	Rapport d'activité semestriel	- 6 -
2.1	Événements significatifs.....	- 6 -
2.1.1	Faits marquants de la période	- 6 -
2.1.2	Transactions avec les parties liées	- 8 -
2.1.3	Facteurs de risque.....	- 9 -
2.2	Tableaux de synthèse des chiffres clés.....	- 10 -
2.2.1	Indicateurs financiers.....	- 10 -
2.2.2	Définitions des indicateurs financiers.....	- 11 -
2.3	Tableaux de synthèse de l'information sectorielle	- 13 -
2.4	Carnet de commandes.....	- 14 -
2.5	Compte de résultat.....	- 14 -
2.5.1	Chiffre d'affaires	- 15 -
2.5.2	Marge brute	- 15 -
2.5.3	Recherche et développement.....	- 15 -
2.5.4	Frais généraux, commerciaux et administratifs	- 16 -
2.5.5	Autres charges et autres produits opérationnels.....	- 16 -
2.5.6	Résultat opérationnel.....	- 17 -
2.5.7	Résultat financier.....	- 18 -
2.5.8	Impôts sur les bénéfices	- 18 -
2.5.9	Quote-part dans les résultats des entreprises associées.....	- 19 -
2.5.10	Part des minoritaires.....	- 19 -
2.5.11	Résultat net	- 19 -
2.5.12	Résultat global.....	- 19 -
2.6	Flux de trésorerie et variation de l'endettement net.....	- 20 -
2.6.1	Tableau de variation de l'endettement net	- 20 -
2.6.2	Tableau de flux de trésorerie opérationnel groupe.....	- 20 -
2.6.3	Tableau des flux de trésorerie opérationnels libres par activité.....	- 21 -
2.6.4	Flux liés aux opérations de fin de cycle	- 22 -
2.6.5	Autres éléments de variation de l'endettement net	- 22 -
2.7	Éléments bilanciaux	- 23 -
2.7.1	Dettes nettes de fin de période	- 23 -
2.7.2	Capitaux propres	- 24 -
2.7.3	Besoin en fonds de roulement opérationnel.....	- 24 -

2.7.4	Actifs et provisions pour opérations de fin de cycle.....	- 24 -
2.7.5	Autres provisions et avantages au personnel	- 25 -
2.7.6	Engagements hors bilan	- 25 -
2.8	Revue des Business Groups	- 26 -
2.8.1	BG Mines / Amont	- 26 -
2.8.2	BG Réacteurs et Services	- 27 -
2.8.3	BG Aval	- 28 -
2.8.4	BG Energies renouvelables	- 29 -
2.8.5	Corporate et Autres	- 29 -
2.9	Événements postérieurs à la clôture	- 30 -
2.10	Perspectives	- 30 -
3	Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle – Période du 1er janvier au 30 juin 2011.....	- 32 -
4	Comptes consolidés semestriels résumés 30 juin 2011	- 40 -

Personne responsable

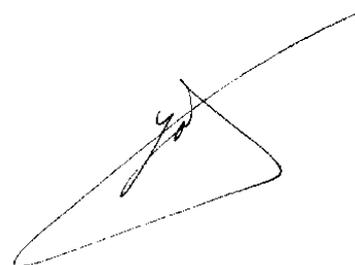
1.1 Responsable du rapport financier semestriel

Monsieur Luc Oursel, Président du Directoire d'AREVA

1.2 Attestation du responsable du rapport financier semestriel

“J’atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le 1^{er} semestre 2011 sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l’ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport financier semestriel ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l’exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu’une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restant de l’exercice.”

Fait à Paris, le 27 juillet 2011



Monsieur Luc Oursel
Président du Directoire d'AREVA

Rapport d'activité semestriel

1.3 Événements significatifs

1.3.1 Faits marquants de la période

Les informations reportées dans cette section concernent l'ensemble du groupe AREVA. Les faits marquants relatifs au domaine commercial sont décrits dans la revue des activités dans la section 2.8.

- Le 25 février, le groupe AREVA a accueilli avec une grande joie la libération de Françoise Larribe, épouse de notre collaborateur Daniel Larribe, ainsi que Jean-Claude Rakotorilalao et Alex Awando, salariés de la société SATOM, filiale de VINCI. Ils avaient été enlevés le 16 septembre 2010 au nord du Niger par Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). Les pensées de l'entreprise sont tournées maintenant vers Daniel Larribe et les trois salariés du groupe VINCI, toujours en captivité, pour lesquels chacun souhaite la même issue heureuse le plus rapidement possible.
- Le premier semestre 2011 a été marqué par l'accident nucléaire survenu le 11 mars 2011 à Fukushima ainsi que par la décision d'arrêt du nucléaire prise en Allemagne. A la suite de l'accident de Fukushima, les installations nucléaires de la plupart des pays qui en exploitent font ou vont faire l'objet de tests de résistance à l'issue desquels les conditions nécessaires à la poursuite de leur exploitation seront fixées. Par ailleurs, de nombreux pays ont confirmé, au cours du deuxième trimestre de 2011, leur volonté de poursuivre ou de lancer des programmes nucléaires (Inde, Chine, Afrique du Sud, Royaume-Uni, Finlande, République Tchèque, Pologne,...). A la date d'arrêté des comptes du premier semestre 2011, les commandes annulées s'élèvent à 0,2 milliard d'euros. Les commandes japonaises et allemandes des activités nucléaires en carnet au 30 juin 2011 représentent 17,5% du carnet de commandes global qui s'élève à 43,1 milliards d'euros. Parmi celles-ci, 0,7 milliard d'euros présentent un risque d'annulation ou de renégociation. S'agissant de l'environnement de marché et de l'évolution des prix par rapport à leur niveau d'avant l'accident de Fukushima, les principaux cours à long terme sont restés relativement stables, alors que les cours spot continuent d'être marqués par une grande volatilité.

Dans les domaines stratégique et capitalistique

Groupe

- AREVA a réalisé une augmentation de capital au profit des porteurs de Certificats d'Investissement (CI) d'un montant de 35 millions d'euros, lancée le 3 janvier 2011 et dont la souscription a été clôturée le 14 janvier. Elle faisait suite à celle réservée à Kuwait Investment Authority (KIA) et à l'Etat français, intervenue le 28 décembre 2010. Ces opérations ont permis au groupe de lever un montant cumulé de 935 millions d'euros. Par la suite, AREVA a initié avec le CEA, auprès de l'Autorité des Marchés Financiers, la procédure permettant de convertir les certificats d'investissement et actions de préférence sans droit de vote en actions ordinaires. L'offre publique d'échange des CI en actions ordinaires a permis de convertir l'ensemble des titres de capital d'AREVA en actions ordinaires. Celles-ci ont été admises aux négociations sur le marché réglementé NYSE Euronext à Paris.
- Réuni le 21 février à l'initiative du Président de la République, le Conseil de Politique Nucléaire (CPN) a pris une série de décisions relatives à l'organisation et à la coordination de la filière nucléaire française. Le CPN a demandé aux différents acteurs concernés (AREVA, CEA, EDF, GDF-Suez) d'apporter tout le concours nécessaire à la mise en œuvre concertée de ces décisions.

- Dans le cadre de la sortie de Siemens du capital d'AREVA NP, l'expert indépendant mandaté par AREVA et Siemens a rendu son rapport qui valorise, au premier trimestre 2009, les 34 % détenus par Siemens dans la société AREVA NP à 1 620 millions d'euros. AREVA a procédé au règlement dans les jours qui ont suivi. Par ailleurs, le tribunal arbitral a confirmé le caractère fautif du comportement de Siemens, pour lequel l'entreprise a dû verser 648 millions d'euros de pénalités à AREVA. Ce montant correspond à l'intégralité de la sanction prévue en cas de violation des dispositions du pacte d'actionnaires conclu entre AREVA et Siemens en 2001, soit 40 % de la valeur de la participation détenue par Siemens dans AREVA NP.
- AREVA et la société sud-africaine d'énergie nucléaire (Necsa) ont signé un accord destiné à renforcer leur coopération initiée en 2008 pour développer l'industrie nucléaire sud-africaine.
- La cession de la participation indirecte de 10,9 % d'AREVA au sein du capital de STMicroelectronics auprès du Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) a été finalisée pour un montant total de 695 millions d'euros.
- AREVA et le Bulgarian Energy Holding ont signé un protocole d'accord visant à développer des projets d'énergies propres s'appuyant sur les technologies du groupe. Partenaire de longue date de la Bulgarie, AREVA entend accroître sa contribution au programme nucléaire civil du pays et apporter son soutien dans le développement de source d'énergies renouvelables locales dont l'éolien et la biomasse.
- Le 15 avril, Standard and Poor's a annoncé avoir maintenu la notation long-terme d'AREVA à BBB+ avec perspective stable, levant ainsi la surveillance négative sous laquelle l'agence avait placé AREVA le 15 décembre 2010.
- Le Conseil de Surveillance d'AREVA, sous la présidence de Jean-Cyril Spinetta, a nommé Luc Oursel comme Président du Directoire. Il a procédé à la nomination de Philippe Knoche, Sébastien de Montessus et Olivier Wantz, comme membres du Directoire. « *La nomination de M. Luc Oursel et du Directoire s'inscrit dans la continuité de ce qui a été mis en œuvre depuis la création d'AREVA* », a déclaré Jean-Cyril Spinetta.

Nucléaire

- Le 10 janvier, AREVA a obtenu le premier concentré d'uranium issu de la seconde phase du projet d'exploitation du gisement de Trekkopje en Namibie.
- AREVA et Rhodia ont signé un accord de collaboration pour la valorisation de gisements mixtes d'uranium et de terres rares.
- ATMEA, coentreprise entre AREVA et Mitsubishi Heavy Industries Ltd. (MHI), a proposé à la Commission Canadienne de Sûreté Nucléaire (CCSN) l'examen préalable de conception de son réacteur ATMEA1™. Cette démarche s'inscrit dans le projet de développement d'un Parc d'Énergies Propres par AREVA à proximité de la centrale nucléaire de Point Lepreau, au Nouveau-Brunswick.
- AREVA et CNPRI 1 ont annoncé la création de la co-entreprise BRIC (Beijing-RIC) basée à Pékin et spécialisée dans la construction et la maintenance de l'instrumentation du cœur (RIC 2) des réacteurs de centrales nucléaires chinoises de type CPR 1000.

Energies renouvelables

- AREVA et Duke Energy ont annoncé leur décision de suspendre leurs investissements au sein de la Joint Venture ADAGE sur le marché américain de la biomasse en raison du prix du gaz naturel très bas et de l'incertitude pesant sur la politique de soutien aux énergies renouvelables aux Etats-Unis.
- AREVA et Fresno Nuclear Energy Group, LLC (FNEG) ont signé un contrat portant sur la première phase du développement d'un parc d'énergies propres dans la région de Fresno (Californie). Cette phase prévoit la construction d'une centrale solaire par concentration, destinée à alimenter en électricité une usine de traitement des eaux intégrée à un complexe de traitement des eaux usées. Le contrat signé porte sur les études de faisabilité du projet. Il fait suite à la signature en avril 2010 d'un accord d'intention entre AREVA et FNEG. Cet accord prévoyait le lancement du projet sur la base de technologies développées par AREVA.
- GDF SUEZ, VINCI et AREVA ont signé un accord de partenariat pour créer une filière industrielle de l'éolien en mer compétitive, durable et créatrice d'emplois. Cette alliance vise à répondre conjointement à l'appel d'offres annoncé par le Président de la République française en janvier 2011 pour la mise en place de cinq parcs éoliens au large des côtes françaises, dans le cadre d'un programme de développement de 6 000 MW offshore prévu à l'horizon 2020. L'accord crée une plateforme industrielle autour de trois acteurs majeurs avec des expertises complémentaires dans les domaines des énergies renouvelables et de la construction. Il est exclusif sur trois champs : Dieppe-Le Tréport, Courseulles-sur-Mer et Fécamp.
- AREVA a racheté les 30 % restants d'AREVA Koblitz, qui est ainsi devenue une filiale à 100 % du Groupe.
- Iberdrola Renewables et AREVA ont signé un protocole d'accord pour développer conjointement des projets éoliens en mer en France. Ce partenariat s'inscrit dans le cadre du programme annoncé par le gouvernement français, qui fixe un objectif de 6 gigawatts de puissance installée d'ici 2020. Les partenaires se positionnent sur deux des cinq zones offshore retenues pour la première phase de l'appel d'offres.

Dans le domaine industriel (avancement chantier, inaugurations)

- Faisant suite à une demande de TEPCO, AREVA a proposé une solution pour traiter les eaux hautement radioactives de la centrale nucléaire accidentée de Fukushima (Japon). Le procédé déployé sur site en six semaines est opérationnel depuis le 17 juin. A fin juillet, près de 30 000 mètres cubes d'eau ont été traités, soit environ 25% du volume accumulé.
- La construction par AREVA de la centrale EPR™ d'Olkiluoto 3 (OL3), en Finlande, a franchi une étape importante avec l'installation réussie des 4 générateurs de vapeur dans le bâtiment réacteur.

1.3.2 Transactions avec les parties liées

Les principales transactions avec les parties liées sont détaillées dans la note 14 des Annexes aux comptes consolidés semestriels.

1.3.3 Facteurs de risque

Les risques et incertitudes significatifs auxquels le groupe est confronté sont décrits dans la Section 4 "Facteurs de risques" du Document de Référence 2010, déposé le 30 mars 2011 auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et disponible sur son site Internet (www.amf-france.org) ainsi que sur celui de la Société (www.areva.com). Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent Rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le groupe sur la fin de l'exercice en cours et il n'est pas anticipé d'incertitudes ou de risques significatifs autres que ceux présentés dans le Document de référence.

Les conséquences à moyen et long terme pour AREVA des événements au Japon sont encore en cours d'analyse par le Groupe à la date d'arrêté des comptes semestriels. Elles concernent toutes les activités du cycle du nucléaire ainsi que les énergies renouvelables, et leur évaluation par le Groupe, une fois celle-ci effectuée, sera intégrée dans le plan stratégique qui doit être établi au cours du second semestre. Ces conséquences seront prises en compte pour :

- l'établissement de prévisions d'activité,
- le dimensionnement de son organisation industrielle et commerciale,
- l'appréciation de la valeur recouvrable des actifs corporels et incorporels au 31 décembre 2011.

Elles sont ainsi susceptibles d'avoir des effets sur l'activité et la performance du groupe.

1.4 Tableaux de synthèse des chiffres clés

1.4.1 Indicateurs financiers

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2011	S1 2010	Variation 2011/2010
Carnet de commandes	43 122	44 062	- 2,1 %
Chiffre d'affaires	3 997	4 158	- 3,9 %
Marge brute	692	390	+ 77,4 %
% du chiffre d'affaires	17,3 %	9,4 %	+ 7,9 pts
Excédent brut d'exploitation (EBE)	865	215	+ 650 M€
% du chiffre d'affaires	21,6 %	5,2 %	+ 16,4 pts
Résultat opérationnel	710	(485)	+ 1 195 M€
% du chiffre d'affaires	17,8 %	(11,7) %	+ 29,5 pts
Résultat financier	(178)	(172)	- 6 M€
Résultat net, part du groupe	351	843	- 492 M€
% du chiffre d'affaires	8,8 %	20,3 %	- 11,5 pts
Investissements opérationnels nets hors acquisition des titres AREVA NP	(842)	(985)	+ 143 M€
Cash-flow opérationnel avant IS hors acquisition des titres AREVA NP	(271)	(1 084)	+ 813 M€
Acquisition des titres AREVA NP	(1 679)	-	ns
Cash-flow opérationnel avant IS	(1 950)	(1 084)	- 866 M€
Dividendes versés	(51)	(302)	- 251 M€
<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010	
Endettement net (-) / trésorerie nette (+) fin de période	(2 772)	(3 672)	+ 900 M€

Il est rappelé que le niveau d'activité des différents Business Groups et leur contribution aux résultats du groupe peuvent varier de manière significative d'un semestre sur l'autre dans les activités nucléaires. Par conséquent, l'activité et les résultats semestriels ne sauraient être considérés comme une base fiable de projection annuelle.

1.4.2 Définitions des indicateurs financiers

> Besoin en fonds de roulement opérationnel (BFRO)

Le BFRO représente l'ensemble des éléments d'actifs circulants et des dettes directement liées aux opérations. Il comprend les éléments suivants :

- stocks et en cours ;
- clients et comptes rattachés ;
- avances versées ;
- autres créances d'exploitation, produits à recevoir, charges constatées d'avance ;
- couvertures de change du BFR opérationnel ;
- moins : fournisseurs et comptes rattachés, avances reçues sur commandes (à l'exclusion des avances portant intérêt), autres dettes d'exploitation, charges à payer, produits constatés d'avance ;

NB : il n'inclut pas les créances et dettes hors exploitation, telles que notamment les dettes d'impôt sur les sociétés, les créances sur cessions d'immobilisations et dettes sur acquisitions d'immobilisations.

> Carnet de commandes

Le carnet de commandes est valorisé sur la base des commandes fermes, à l'exclusion des options non confirmées, évaluées aux conditions économiques de la fin de période considérée. Les commandes en devises faisant l'objet d'une couverture de change sont évaluées au taux de change de couverture ; les commandes en devises non couvertes sont évaluées au taux de change du dernier jour de la période considérée. En ce qui concerne les contrats à long terme, comptabilisés selon la méthode de l'avancement, en cours de réalisation au moment de la clôture, le montant inclus dans le carnet de commandes correspond à la différence entre, d'une part le chiffre d'affaires prévisionnel du contrat à terminaison, et d'autre part le chiffre d'affaires déjà reconnu sur ce contrat ; il inclut par conséquent les hypothèses d'indexation et de révision de prix contractuelles prises en compte par le groupe pour l'évaluation du chiffre d'affaires prévisionnel à terminaison.

> Cash-flow opérationnel libre

Il représente le montant des flux de trésorerie générés par les activités opérationnelles. Cet indicateur s'entend avant impôt sur les sociétés. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- l'EBE (ou EBITDA), hors opérations de fin de cycle ;
- augmenté des moins-values ou minoré des plus-values sur cessions d'actifs incluses dans le résultat opérationnel ;
- augmenté de la réduction ou minoré de l'augmentation du besoin en fonds de roulement opérationnel entre l'ouverture et la clôture de l'exercice (hors effet des reclassements, des écarts de conversion et des variations de périmètre) ;
- minoré du montant des acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles, net des variations des comptes fournisseurs d'immobilisations ;
- augmenté des cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles incluses dans le résultat opérationnel, nettes des variations des comptes de créances sur cessions d'immobilisations ;

- augmenté des avances clients sur immobilisations reçues au cours de l'exercice ;
- augmenté des acquisitions (ou cessions) de sociétés consolidées (hors entreprises associées) nettes de la trésorerie acquise.

> Dette nette

Cette rubrique inclut les dettes financières courantes et non courantes qui incluent les avances portant intérêt reçues des clients et les options de ventes des actionnaires minoritaires sous déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et les autres actifs financiers courants. Les actions classées en « Titres disponibles à la vente » sont exclues du calcul de la dette (trésorerie) nette.

> EBE (Excédent Brut d'Exploitation, ou EBITDA)

L'EBE est égal au résultat opérationnel augmenté des dotations, nettes des reprises aux amortissements et provisions opérationnels (à l'exception des provisions pour dépréciation des éléments d'actif circulant). L'EBE est retraité de façon à exclure le coût des opérations de fin de cycle des installations nucléaires (démantèlement, reprise et conditionnement des déchets) effectuées au cours de l'exercice, ainsi que les soultes versées ou à verser à des tiers au titre du démantèlement des installations. Pour mémoire, les flux de trésorerie liés aux opérations de fin de cycle sont présentés séparément.

> Flux des opérations de fin de cycle

Cet indicateur traduit l'ensemble des flux de trésorerie liés aux obligations de fin de cycle et aux actifs de couverture de ces obligations. Il est égal à la somme des éléments suivants :

- revenus du portefeuille d'actifs de couverture ;
- trésorerie issue des cessions d'actifs de couverture ;
- minorés des acquisitions d'actifs de couverture ;
- minorés des dépenses relatives aux obligations de fin de cycle effectuées au cours de l'exercice ;
- soultes reçues au titre du démantèlement des installations ;
- minorées des soultes versées au titre du démantèlement des installations.

> Résultat global part du groupe

Le résultat global est la variation des capitaux propres, au cours d'une période, qui résulte des transactions et événements autres que les variations résultant de transactions avec les actionnaires.

Le résultat global comprend toutes les composantes du « résultat » et des « autres éléments du résultat global ».

Les « autres éléments du résultat global » incluent les composantes suivantes :

- (a) les profits et les pertes résultant de la conversion des états financiers d'une activité à l'étranger ;
- (b) les profits et les pertes relatifs à la réévaluation d'actifs financiers disponibles à la vente ;
- (c) la partie efficace des profits et des pertes sur instruments de couverture dans une couverture de flux de trésorerie.

1.5 Tableaux de synthèse de l'information sectorielle

Suite à la mise en place effective d'une nouvelle organisation de ses activités Nucléaire et Renouvelables le 28 janvier 2010, l'information sectorielle du groupe AREVA au titre du 1^{er} semestre 2011 est présentée sur la base des Business Groups (BG) Mines/Amont, Réacteurs et Services, Aval, Energies Renouvelables (et hors activités cédées ou en cours de cession).

Sur l'ensemble des périodes publiées, les éléments de résultat des activités cédées ou en cours de cession sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat « Résultat net d'impôt des activités cédées ».

1^{er} semestre 2011 (données contributives groupe)

<i>(en millions d'euros)</i>	Mines / Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Corporate et autres	Total
Chiffre d'affaires	1 429	1 604	830	59	75	3 997
Excédent brut d'exploitation	251	(113)	228	(63)	563	865
% du chiffre d'affaires	17,6 %	(7,0) %	27,5 %	(106,8) %	ns	21,6 %
Résultat opérationnel	155	(79)	127	(50)	558	710
% du chiffre d'affaires	10,8 %	(4,9) %	15,3 %	(84,7) %	ns	17,8 %
Variation du BFR opérationnel	152	(174)	(15)	(10)	(248)	(294)
Investissements opérationnels nets	(641)	(105)	(61)	(20)	(1 696)	(2 521)
Cash-flow opérationnel avant IS	(236)	(392)	151	(93)	(1 380)	(1 950)

1^{er} semestre 2010 (données contributives groupe)

<i>(en millions d'euros)</i>	Mines / Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Corporate et autres	Total
Chiffre d'affaires	1 593	1 543	897	47	78	4 158
Excédent brut d'exploitation	310	(199)	267	(44)	(118)	215
% du chiffre d'affaires	19,4%	(12,9) %	29,7 %	(93,3) %	(152,2) %	5,2 %
Résultat opérationnel	(133)	(391)	167	(59)	(69)	(485)
% du chiffre d'affaires	(8,3) %	(25,3) %	18,6 %	(127,0) %	(88,5) %	(11,7) %
Variation du BFR opérationnel	146	(108)	(122)	(58)	(149)	(291)
Investissements opérationnels nets	(645)	(113)	(41)	(170)	(16)	(985)
Cash-flow opérationnel avant IS	(210)	(420)	102	(272)	(284)	(1 084)

1.6 Carnet de commandes

Au 30 juin 2011, le carnet de commandes du groupe s'élève à 43,1 milliards d'euros, en baisse de 1 082 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2010. Sur 6 mois, le carnet de commandes de l'ensemble des BG est stable, à l'exception de celui du BG Mines / Amont. Ce dernier est affecté par les premières conséquences de l'accident de Fukushima qui se traduisent à fin juin 2011 par l'annulation de commandes passées précédemment par des clients japonais et allemands pour 191 millions d'euros.

Les prises de commandes du semestre ne compensent que partiellement l'écoulement du carnet, compte-tenu notamment du décalage dans la signature de nouveaux contrats avec certains clients électriciens.

Il convient de noter que les commandes japonaises et allemandes des activités nucléaires en carnet au 30 juin 2011 représentent 17,5% du carnet de commandes global. Parmi celles-ci, 0,7 milliard d'euros présentent un risque d'annulation ou de renégociation.

1.7 Compte de résultat

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2011	S1 2010	2010
Chiffre d'affaires	3 997	4 158	9 104
Marge brute	692	390	1 326
Frais de recherche et développement	(142)	(162)	(354)
Frais commerciaux	(112)	(145)	(253)
Frais généraux et administratifs	(238)	(284)	(530)
Autres charges opérationnelles	(156)	(355)	(714)
Autres produits opérationnels	667	71	102
Résultat opérationnel	710	(485)	(423)
Résultat financier	(178)	(172)	(314)
Impôts sur les résultats	(188)	242	334
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	41	46	153
Résultat net d'impôt des activités poursuivies	386	(369)	(250)
Résultat net d'impôt des activités cédées ou destinées à être cédées	(6)	1 240	1 236
Résultat net de la période	380	871	986
Intérêts minoritaires	29	29	103
Résultat net part du groupe	351	843	883
Résultat global	259	1 530	1 408

1.7.1 Chiffre d'affaires

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2011	S1 2010	Variation 2011/2010
Chiffre d'affaires contributif	3 997	4 158	- 3,9 %
BG Mines/Amont	1 429	1 593	- 10,3 %
BG Réacteurs et Services	1 604	1 543	+ 4,0 %
BG Aval	830	897	- 7,5 %
BG Energies Renouvelables	59	47	+ 26,3 %

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe s'élève à 3 997 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, en repli de 3,9 % par rapport au 1^{er} semestre 2010 (- 1,6 % à données comparables¹). La baisse du chiffre d'affaires des BG Mines/Amont (- 10,3 %, soit - 6,6 % à p.c.c.¹) et Aval (- 7,5 %, soit - 7,1 % à p.c.c.¹) est partiellement compensée par la hausse de l'activité des BG Réacteurs et Services et Energies Renouvelables, qui affichent des croissances respectives de 4,0 % (+ 6,0 % à p.c.c.¹) et 26,3 % (+ 24,4 % à p.c.c.¹). L'effet de change a eu un impact négatif de - 86 millions d'euros, principalement dans le BG Mines/Amont. L'effet de périmètre est négatif sur la période de - 11 millions d'euros. Sur le semestre, le chiffre d'affaires à l'international s'élève à 2 429 millions d'euros, en hausse de 2,2 % par rapport au 1^{er} semestre 2010, et représente 61 % du chiffre d'affaires total.

1.7.2 Marge brute

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2011	S1 2010	Variation 2011/2010
Marge brute	692	390	+ 77,4 %
% du chiffre d'affaires	17,3%	9,4%	+ 7,9 pts

La marge brute du groupe s'élève à 692 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 (soit 17,3 % du chiffre d'affaires) contre 390 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 (soit 9,4 % du chiffre d'affaires). Cette progression s'explique principalement par l'amélioration de la marge brute du BG Réacteurs et Services.

1.7.3 Recherche et développement

Les montants engagés par le groupe en recherche et développement figurent au bilan si les dépenses répondent aux critères d'immobilisations fixés par la norme IAS 38, et en charges dans le cas contraire.

Dans le compte de résultat, les frais de recherche et développement apparaissent au-dessous de la marge

¹ A périmètre et taux de change constant

brute et représentent les dépenses, non immobilisables, engagées par le groupe exclusivement ; les charges relatives aux programmes financés partiellement ou totalement par les clients, ainsi que les projets en partenariat où AREVA dispose d'un droit d'usage commercial des résultats sont comptabilisés dans le coût des ventes.

L'ensemble des montants engagés pour la recherche et le développement, qu'ils soient immobilisés ou comptabilisés en charges de l'exercice, constitue l'effort de recherche et développement.

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2011		S1 2010	
	en millions d'euros	<i>en % du CA</i>	en millions d'euros	<i>en % du CA</i>
Compte de résultat : Frais de recherche et développement	142	3,6 %	162	3,9 %
Autres (dont R&D capitalisée)	216	5,4 %	258	6,2 %
Effort global de recherche et développement	358	9,0 %	420	10,1 %

En prenant en compte l'ensemble des coûts engagés pour la recherche et le développement, l'effort de recherche et développement s'élève à 358 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 (8,9 % du chiffre d'affaires de la période) en légère baisse par rapport au 1^{er} semestre 2010 (420 millions d'euros, soit 10,1 % du chiffre d'affaires).

1.7.4 Frais généraux, commerciaux et administratifs

Les frais commerciaux, généraux et administratifs s'élèvent à - 350 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, soit 8,7 % du chiffre d'affaires, en baisse par rapport au 1^{er} semestre 2010 (10,3 % du chiffre d'affaires), liée au succès du programme de réduction des coûts déployé dans le groupe.

1.7.5 Autres charges et autres produits opérationnels

- Les autres charges opérationnelles s'élèvent à - 156 millions d'euros contre - 355 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010. Au 30 juin 2010, elles intégraient principalement une perte de valeur sur actifs du BG Mines/Amont. Sur le 1^{er} semestre 2011, elles correspondent à une perte de valeur sur actifs du BG Réacteurs et Services.
- Les autres produits opérationnels ressortent à 667 millions d'euros contre 71 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 en raison principalement du versement par Siemens de la pénalité de 648 millions d'euros à la suite de l'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

1.7.6 Résultat opérationnel

Afin de faciliter la comparaison d'une année sur l'autre de la performance intrinsèque d'AREVA, le groupe souhaite isoler les éléments particuliers suivants :

Au 1^{er} semestre 2010

- plus-value de cession d'une société du BG Mines/Amont pour un montant de 19 millions d'euros et ajustement comptable réversible sans effet de trésorerie de - 300 millions sur la valeur de certains actifs miniers ;
- compléments de provision pour révision du résultat à terminaison de projets dans le BG Réacteurs et Services pour - 417 millions d'euros ;

Au 1^{er} semestre 2011

- arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale en faveur d'AREVA et paiement par Siemens d'une pénalité de 648 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

Ces éléments sont isolés dans l'intégralité du présent communiqué de presse et conduisent à l'analyse d'un « résultat opérationnel hors éléments particuliers ».

<i>En millions d'euros</i>	S1 2011	S1 2010	Variation 11/10
Résultat opérationnel hors éléments particuliers	62	213	- 151 M€
<i>En % du chiffre d'affaires</i>	<i>1,6 %</i>	<i>5,1 %</i>	<i>- 3,5 pts</i>
Cessions et entrées de partenaires – actifs Mines/Amont	0	19	ns
Compléments de provision – projets Réacteurs et Services	0	(417)	ns
Ajustement comptable réversible sur actifs miniers	0	(300)	ns
Arbitrage Siemens	648	0	ns
Résultat opérationnel publié	710	(485)	+ 1 195 M€

Le résultat opérationnel hors éléments particuliers s'élève à 62 M€, en recul de 151 M€ par rapport au 1^{er} semestre 2010. Cette évolution s'explique principalement par :

- les provisions et dépréciations d'actifs enregistrées dans le BG Réacteurs et Services pour 87 millions d'euros, en lien avec le niveau d'activité prévisible à court terme de certaines activités consécutivement à l'accident de Fukushima,

- une moindre activité de recyclage dans le BG Aval.

En revanche, le résultat opérationnel hors éléments particuliers des BG Mines/Amont et Energies Renouvelables progresse par rapport au 1^{er} semestre 2010, et ce, nonobstant la baisse du chiffre d'affaires pour le BG Mines/Amont.

Le programme de réduction des coûts CAP 2012 se poursuit conformément aux objectifs avec des économies sur les frais administratifs et commerciaux de 200 millions d'euros attendues sur deux ans.

En avril 2011, à la suite de la sortie de Siemens du capital d'AREVA NP, le Tribunal Arbitral a confirmé le caractère fautif du comportement de Siemens, pour lequel l'entreprise a dû verser 648 millions d'euros de pénalités à AREVA. Ce montant correspond à l'intégralité de la sanction prévue en cas de violation des dispositions du pacte d'actionnaires conclu entre AREVA et Siemens en 2001. Il est enregistré en résultat opérationnel, le portant à 710 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, contre - 485 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 (y compris éléments particuliers). Cette décision revêt un caractère définitif et met un terme au processus d'arbitrage avec Siemens.

1.7.7 Résultat financier

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2011	S1 2010
Coût de l'endettement financier net	(35)	(81)
Autres charges et produits financiers	(143)	(90)
Part liée aux opérations de fin de cycle	(10)	(11)
Résultat financier sur portefeuille dédié	100	61
Rémunération des créances et produits de désactualisation des actifs de couverture	36	46
Charges de désactualisation sur opérations de fin de cycle	(145)	(118)
Part non liée aux opérations de fin de cycle	(133)	(80)
Résultat sur cession de titres et variation de valeur des titres de transaction	-	(1)
Résultat financier sur retraites et autres avantages du personnel	(43)	(38)
Dividendes reçus	6	18
Autres produits et charges	(97)	(59)
Résultat financier	(178)	(172)

Le résultat financier atteint - 178 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, stable par rapport au 1^{er} semestre 2010. Le résultat de change négatif et la hausse des autres charges financières sont compensés par la progression des produits de trésorerie, due à l'effet net de l'évolution des intérêts liés à la sortie de Siemens du capital d'AREVA NP.

1.7.8 Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôt atteint - 188 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, contre un produit de 242 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010. Celle-ci a été calculée en appliquant sur le résultat avant impôt de la période le taux effectif d'impôt prévisionnel pour l'exercice. Ce dernier s'établit à 35,5%, contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) incluse. Suite à la réforme de la taxe professionnelle en 2010, le groupe comptabilise la CVAE sur la ligne impôt sur les sociétés avec un impact sur le taux effectif d'impôt du groupe estimé à 28 millions d'euros pour l'exercice 2011. Hors CVAE, le taux effectif d'impôt estimé pour l'exercice est de 30,8%.

1.7.9 Quote-part dans les résultats des entreprises associées

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2011	S1 2010	2010
STMicroelectronics	N/A	18	69
Eramet	47	26	83
Autres	(6)	2	1
Total	41	46	153

La quote-part du résultat des sociétés mises en équivalence ressort à 41 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, stable par rapport à 2010.

Les résultats d'Eramet pris en compte par le groupe peuvent différer des résultats publiés, le calcul étant basé sur des résultats provisoires. Les différences éventuelles entre les comptes provisoires et les comptes définitifs sont intégrées dans les comptes de la période suivante.

1.7.10 Part des minoritaires

La part de résultat revenant aux minoritaires s'élève à 29 millions d'euros, stable par rapport au 1^{er} semestre 2010.

1.7.11 Résultat net

Le résultat net part du groupe ressort à 351 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, en recul de 492 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2010, où la cession de l'activité de Transmission et Distribution avait entraîné une plus-value nette consolidée de 1 270 millions d'euros.

1.7.12 Résultat global

Le résultat global s'élève à 259 millions d'euros contre 1 530 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010. Outre la diminution du résultat net part du groupe, la valeur des actifs financiers disponibles à la vente passe de 176 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 à - 28 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

1.8 Flux de trésorerie et variation de l'endettement net

1.8.1 Tableau de variation de l'endettement net

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2011
Endettement net début de période (31 décembre 2010)	(3 672)
Excédent brut d'exploitation opérationnel	865
<i>% du chiffre d'affaires</i>	21,6%
Plus/moins-values de cession d'immobilisations opérationnelles	-
Variation du BFR opérationnel	(294)
Investissements opérationnels nets (hors acquisition des titres AREVA NP)	(842)
Cash-flow opérationnel libre avant IS (hors acquisition des titres AREVA NP)	(271)
Flux liés aux opérations de fin de cycle	(9)
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires	(51)
Cession de STMicroelectronics	696
Ecart de valorisation sur 34% d'AREVA NP vs 31 décembre 2010	434
Autres (investissements financiers nets, impôts, BFR non opérationnel et flux nets de trésorerie des activités cédées)	101
Variation de l'endettement net	900
	30 juin 2011
Endettement (-) / trésorerie (+) net fin de période (dont puts des minoritaires)	(2 772)

1.8.2 Tableau de flux de trésorerie opérationnel groupe

<i>(en millions d'euros)</i>	S1 2011	S1 2010
Excédent brut d'exploitation opérationnel	865	215
<i>% du chiffre d'affaires</i>	21,6 %	5,2 %
Plus/moins-values de cession d'immobilisations opérationnelles	-	(23)
Variation du BFR opérationnel	(294)	(291)
Investissements opérationnels nets hors acquisition des titres AREVA NP	(842)	(985)
Cash-flow opérationnel libre avant IS hors acquisition des titres AREVA NP	(271)	(1 084)
Cash-flow opérationnel libre avant IS	(1 950)	(1 084)

1.8.3 Tableau des flux de trésorerie opérationnels libres par activité

(en millions d'euros)	EBE		Variation BFR opérationnel		Investissements opérationnels nets de cession		Cash-flow opérationnel libre avant IS	
	S1 2011	S1 2010	S1 2011	S1 2010	S1 2011	S1 2010	S1 2011	S1 2010
BG Mines/Amont	251	310	152	146	(641)	(645)	(236)	(210)
BG Réacteurs et Services	(113)	(199)	(174)	(108)	(105)	(113)	(392)	(420)
BG Aval	228	267	(15)	(122)	(61)	(41)	151	102
BG Energies Renouvelables	(63)	(44)	(10)	(58)	(20)	(170)	(93)	(272)
Corporate et Autres	563	(118)	(247)	(149)	(1 696)	(16)	(1 380)	(284)
Total groupe	865	215	(294)	(291)	(2 521)	(985)	(1 950)	(1 084)

Le cash-flow opérationnel avant investissements s'élève à 571 millions d'euros, en hausse de 670 millions d'euros par rapport au 1^{er} semestre 2010 grâce à la progression de l'excédent brut d'exploitation qui atteint 865 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 y compris effet de l'arbitrage Siemens pour 648 millions d'euros, contre 215 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010. Retraité de l'effet Siemens, l'EBE est stable par rapport à 2010 à 217 millions d'euros. La variation du besoin en fonds de roulement est stable par rapport au 1^{er} semestre 2010, à - 294 millions d'euros.

Les investissements opérationnels bruts hors opérations de croissance externe s'élèvent à 841 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 contre 872 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010, en raison de la poursuite des programmes de développement principalement dans le BG Mines / Amont.

Les acquisitions, principalement réalisées dans les Energies Renouvelables, passent de 158 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010 à 18 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011. Elles portent le montant total des investissements bruts réalisés au 1^{er} semestre 2011, hors acquisition des titres AREVA NP, à 858 millions d'euros (contre 1 030 millions d'euros sur la même période de 2010).

Après prise en compte des cessions d'actifs, les investissements opérationnels nets, hors acquisition des titres AREVA NP, s'élèvent à 842 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, contre 985 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010.

La stabilité de l'excédent brut d'exploitation retraité de la pénalité reçue de Siemens et du besoin en fonds de roulement, et la baisse des investissements opérationnels nets conduisent à un cash-flow opérationnel libre avant impôts de - 919 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 hors effets Siemens, contre - 1 084 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010.

Le cash flow opérationnel libre avant impôts publié s'élève ainsi à - 1 950 millions d'euros, contre - 1 084 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010.

1.8.4 Flux liés aux opérations de fin de cycle

Pour faire face à ses engagements de démantèlement, le groupe a constitué un portefeuille spécifique dédié au paiement des dépenses liées à ces opérations. La politique du groupe consiste à compenser les flux négatifs liés aux opérations de fin de cycle par des flux positifs générés par les dividendes ou la cession de titres détenus en portefeuille.

Au 1^{er} semestre 2011, les flux liés aux opérations de fin de cycle se sont élevés à - 9 millions d'euros contre - 6 millions d'euros au 30 juin 2010. Les principaux flux se décomposent comme suit :

- des décaissements liés aux opérations de fin de cycle pour un montant de 104 millions d'euros, stable par rapport au 1^{er} semestre 2010 (- 100 millions d'euros) ;
- des dividendes reçus à hauteur de 42 millions d'euros contre 27 millions d'euros au 30 juin 2010.

1.8.5 Autres éléments de variation de l'endettement net

Les autres éléments de variation de l'endettement net s'élèvent à 1 231 millions d'euros. Ils sont principalement composés d'encaissements liés à la vente de la participation de STMicroelectronics pour un montant de 696 millions d'euros et de l'écart valorisation sur les 34% d'AREVA NP précédemment détenus par Siemens par rapport au 31 décembre 2010.

1.9 Éléments bilanciaux

Le bilan simplifié compense les éléments d'actif et de passif constitutifs du besoin en fonds de roulement ainsi que des impôts différés, contrairement au bilan détaillé présenté au paragraphe 4.3.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2011	31 déc. 2010
Écarts d'acquisition nets	4 128	4 625
Immobilisations corporelles et incorporelles	10 204	9 901
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	5 906	5 834
Titres des entreprises associées	994	988
Autres actifs financiers non courants	530	477
Impôts différés (actifs – passifs)	359	474
Besoin en fond de roulement opérationnel	231	(92)
Actifs des activités destinées à être cédées	8	832
Somme de l'actif du bilan simplifié	22 360	23 039
Capitaux propres et intérêts minoritaires	9 644	9 578
Provisions pour opérations de fin de cycle	5 854	5 815
Autres provisions et avantages au personnel	2 947	3 064
Autres éléments d'actif et de passif	1 139	909
Passif des activités destinées à être cédées	4	-
Endettement net	2 772	3 672
Somme du passif du bilan simplifié	22 360	23 039

1.9.1 Dette nette de fin de période

Dans le cadre de la sortie de Siemens du capital d'AREVA NP, l'expert indépendant chargé de déterminer la valeur de la participation minoritaire de Siemens a rendu son rapport le 15 mars 2011. Celui-ci valorise – en valeur au 1er trimestre 2009 – les 34 % de Siemens dans la société AREVA NP à 1 620 millions d'euros. Le prix global d'acquisition des titres AREVA NP est de 1 679 millions d'euros. Ce montant est comptabilisé en investissements nets, les portant à 2 521 millions d'euros.

La valorisation de l'expert indépendant à un niveau inférieur au montant enregistré dans les comptes au 31 décembre 2010 entraîne une réduction de l'endettement net de 434 millions d'euros.

L'effet net de la conclusion des procédures avec Siemens (rachat des titres AREVA NP et arbitrage) sur l'endettement d'AREVA est donc positif de 1 082 millions d'euros.

L'endettement financier net total du groupe s'élève à 2 772 millions d'euros au 30 juin 2011 contre 3 672 millions d'euros fin 2010. Cette réduction de 900 millions d'euros est due à l'effet positif des procédures finalisées avec Siemens pour un montant total de 1 082 millions d'euros et à la cession de la participation d'AREVA dans STMicroelectronics pour 696 millions d'euros, qui ont permis de compenser largement le cash-flow opérationnel libre de -919 millions d'euros décrit ci-dessus.

1.9.2 Capitaux propres

Les capitaux propres passent de 9 578 millions d'euros au 31 décembre 2010 à 9 644 millions d'euros au 30 juin 2011.

1.9.3 Besoin en fonds de roulement opérationnel

Le besoin en fonds de roulement opérationnel du groupe s'établit au 30 juin 2011 à 231 millions d'euros contre - 92 millions d'euros au 31 décembre 2010. Par rapport au 30 juin 2010, il diminue de 121 millions d'euros (352 millions d'euros), bénéficiant des actions d'optimisation menées dans tous les Business Groups.

1.9.4 Actifs et provisions pour opérations de fin de cycle

L'évolution de la situation bilancielle entre le 31 décembre 2010 et le 30 juin 2011 concernant les actifs et passifs pour opérations de fin de cycle se résume au tableau suivant :

(en millions d'euros)	30 juin 2011	31 déc. 2010
ACTIF		
Actifs de fin de cycle	388	395
Quote-part AREVA (restant à amortir) ⁽¹⁾	140	143
Quote-part des tiers ⁽²⁾	248	252
Actifs financiers de couverture ⁽³⁾	5 658	5 590
PASSIF		
Provisions pour opérations de fin de cycle	5 854	5 815
Provisions à financer par AREVA	5 606	5 563
Provisions à financer par les tiers	248	252

(1) Montant restant à amortir sur la quote-part de la provision globale devant être financée par AREVA.

(2) Montant de la provision devant être financée par les tiers.

(3) Portefeuille financier dédié et créances devant financer la quote-part de la provision revenant à AREVA.

Les provisions pour opérations de fin de cycle au 30 juin 2011 s'élèvent à 5 854 millions d'euros, contre 5 815 au 31 décembre 2010.

Les actifs de couverture relatifs à ces opérations de fin de cycle s'élèvent pour leur part à 5 906 millions d'euros au 30 juin 2011, dont 248 millions d'euros d'actifs de fin de cycle "part des tiers" et 5 658 millions

d'euros d'actifs financiers dédiés par AREVA à ces opérations (incluant les créances).

Au 30 juin 2011, sur le périmètre soumis à la Loi du 28/06/2006, le ratio de couverture atteint 102,90 %. Sur le périmètre global du groupe, le ratio atteint 100,80 %.

La nature des engagements et la détermination de la provision sont présentées dans la note 7 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.9.5 Autres provisions et avantages au personnel

Le montant des autres provisions s'établit à 2 947 millions d'euros, en légère baisse par rapport au 31 décembre 2010.

Le détail des autres provisions est fourni dans la note 12 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.9.6 Engagements hors bilan

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2011	31 déc. 2010
Engagements donnés	2 118	2 663
Engagements reçus	876	690
Engagements réciproques	5 919	4 430

Un tableau détaillé des engagements hors bilan est présenté dans la note 15 de l'annexe aux comptes consolidés.

1.10 Revue des Business Groups

1.10.1 BG Mines / Amont

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2011	S1 2010	Variation 2011/2010
Carnet de commandes	27 702	28 590	- 3,1 %
Chiffre d'affaires	1 429	1 593	- 10,3 %
Résultat opérationnel	155	(133)	+ 288 M€
% du chiffre d'affaires	10,8 %	(8,3) %	+ 19,1 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(236)	(210)	- 26 M€

Le carnet de commandes du BG Mines/Amont s'élève à 27 702 millions d'euros au 30 juin 2011. Malgré une activité commerciale ralentie au premier semestre 2011 à la suite de l'accident de Fukushima, plusieurs contrats de vente d'uranium et de services de conversion ont été signés avec des électriciens américains, européens et japonais.

Le chiffre d'affaires du BG Mines/Amont s'élève à 1 429 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, en baisse de - 10,3 % par rapport au 1^{er} semestre 2010 (- 6,6 % à données comparables¹). L'effet de change a eu un impact négatif de - 64 millions d'euros.

Plus particulièrement :

- Le chiffre d'affaires bénéficie de la progression du prix de vente de l'uranium dans les Mines sur la période, qui compense la diminution des volumes vendus sur le semestre en raison d'effets calendaires ;
- Le chiffre d'affaires de l'activité Enrichissement est fortement pénalisé par la fin des ventes d'UTS à EDF en France associée à l'échéance du contrat historique de fourniture de services d'enrichissement depuis l'usine Georges Besse I ;
- L'activité Combustible progresse du fait d'un calendrier de livraisons favorable en France qui compense largement l'annulation de livraisons prévues ce semestre en Allemagne.

Hors éléments particuliers, le résultat opérationnel s'élève à 155 millions d'euros (soit 10,8 % du chiffre d'affaires), contre 148 millions d'euros (soit 9,3 % du chiffre d'affaires) au 1^{er} semestre 2010. Malgré la baisse du chiffre d'affaires, cette progression s'explique par l'amélioration de la performance dans les Mines (hausse des prix de vente moyens et baisse du coût moyen de production) et l'effet positif des plans d'amélioration de la performance dans le Combustible et l'Enrichissement, qui permettent de compenser l'impact financier des conditions d'exploitation de l'usine d'enrichissement Georges Besse dont la production s'arrêtera en septembre 2012 et de l'annulation de livraisons dans l'activité Combustible.

Après prise en compte des éléments particuliers du 1^{er} semestre 2010 pour 281 millions d'euros, le résultat opérationnel du BG Mines/Amont progresse de 288 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

Le cash-flow opérationnel libre avant impôts du BG Mines/Amont ressort à - 236 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 contre - 210 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010. Cette évolution s'explique par la

¹ A périmètre et taux de change constants

poursuite du programme d'investissements et par la contribution positive de la variation du besoin en fonds de roulement de 152 millions d'euros (contre + 146 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010).

1.10.2 BG Réacteurs et Services

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2011	S1 2010	Variation 2011/210
Carnet de commandes	7 316	7 964	- 8,1 %
Chiffre d'affaires	1 604	1 543	+ 4,0 %
Résultat opérationnel	(79)	(391)	+ 312 M€
% du chiffre d'affaires	(4,9) %	(25,3) %	+ 20,4 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(392)	(420)	+ 28 M€

Le carnet de commandes du BG Réacteurs et Services s'établit à 7 316 millions d'euros au 30 juin 2011. Au 1^{er} semestre 2011, l'activité commerciale a notamment été marquée par la signature de contrats de modernisation de centrales avec des électriciens européens.

Le chiffre d'affaires du BG Réacteurs et Services s'établit à 1 604 millions d'euros, en progression de 4,0 % (+ 6,0 % à données comparables¹).

- L'activité Nouvelles Constructions progresse fortement, tirée par l'avancement des trois grands chantiers réacteurs (Olkiluoto 3, Flamanville 3 et Taishan 1 et 2) ;
- Les Services à la Base Installée sont également en progression du fait du dynamisme des études d'ingénierie en France et de l'activité des campagnes de printemps d'arrêt de tranches aux Etats-Unis.

Le résultat opérationnel hors éléments particuliers s'établit à - 79 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011 contre 26 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010. Cette évolution s'explique principalement par les provisions et dépréciations d'actifs enregistrées en lien avec les conséquences immédiates de l'accident de Fukushima sur le niveau d'activité à court-terme pour un montant total de 87 millions d'euros.

Après prise en compte des éléments particuliers au 1^{er} semestre 2010 pour 417 millions d'euros, le résultat opérationnel du BG est en croissance de 312 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011.

Le cash-flow opérationnel libre du BG Réacteurs et Services est négatif au 1^{er} semestre 2011, à - 392 millions d'euros contre - 420 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010. Cette progression reflète les tendances suivantes :

- Une amélioration de l'excédent brut d'exploitation liée à la bonne performance des Services à la Base Installée, et en ligne avec l'avancement des grands chantiers, en particulier OL3 ;
- Une variation du besoin en fonds de roulement négative de - 174 millions d'euros sur le semestre (- 108 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010), correspondant à la consommation des avances clients ;
- Une légère baisse des investissements sur la période.

¹ A périmètre et taux de change constants

1.10.3 BG Aval

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2011	S1 2010	Variation 2011/2010
Carnet de commandes	6 178	6 268	- 1,4 %
Chiffre d'affaires	830	897	- 7,5 %
Résultat opérationnel	127	167	- 40 M€
% du chiffre d'affaires	15,3 %	18,6 %	- 3,3 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	151	102	+ 49 M€

Le carnet de commandes du BG Aval s'établit à 6 178 millions d'euros au 30 juin 2011. Parmi les contrats les plus significatifs remportés au cours du 1^{er} semestre, on note :

- Le développement et la mise en place en seulement 2 mois pour l'électricien TEPCO d'un procédé de recyclage des eaux hautement radioactives destiné à traiter les eaux contaminées de la centrale de Fukushima-Daïchi ; à fin juillet, près de 30 000 mètres cubes d'eau ont été traités, soit environ 25% du volume accumulé.
- La signature du contrat de démantèlement de Marcoule 2011 – 2015 avec le CEA.

Le chiffre d'affaires du BG Aval ressort à 830 millions d'euros, en baisse de - 7,5 % en données publiées et - 7,1 % à données comparables¹. Cette évolution s'explique notamment par les éléments suivants :

- La baisse du niveau d'activité dans l'usine de La Hague par rapport au 1^{er} semestre 2010 en raison d'incidents techniques sur les installations nécessitant des interventions lourdes. Le redémarrage des activités concernées est prévu pour le 3^{ème} trimestre 2011 ;
- La hausse du chiffre d'affaires de l'activité Valorisation associée au contrat de recyclage des eaux contaminées sur le site de Fukushima-Daïchi, au Japon ;
- La réduction du périmètre d'intervention d'AREVA dans le cadre du contrat de démantèlement du site de Marcoule avec le CEA.

Le BG Aval enregistre un résultat opérationnel de 127 millions d'euros contre 167 millions d'euros au 1^{er} semestre 2010. Le taux de marge opérationnelle ressort à 15,3 % contre 18,6 % un an plus tôt. Cette évolution s'explique principalement par la baisse du niveau de production de l'usine de la Hague pour les raisons évoquées ci-dessus.

Le cash-flow opérationnel libre du BG Aval atteint 151 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, en progression par rapport au 1^{er} semestre 2010 (102 millions d'euros), bénéficiant d'une stabilisation du besoin en fonds de roulement (contre une variation négative de - 122 millions d'euros au premier semestre 2010) notamment en raison de l'encaissement au 1^{er} semestre d'avances clients dont celui de décontamination des eaux radioactives à Fukushima.

¹ A périmètre et taux de change constants

1.10.4 BG Energies renouvelables

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2011	S1 2010	Variation 2011/2010
Carnet de commandes	1 849	1 135	+ 62,8 %
Chiffre d'affaires	59	47	+ 26,3 %
Résultat opérationnel	(50)	(59)	+ 9 M€
% du chiffre d'affaires	(84,7) %	(127,0) %	+ 42,3 pts
Cash-flow opérationnel avant IS	(93)	(272)	+ 179 M€

Le carnet de commandes du BG Energies Renouvelables atteint 1 849 millions d'euros au 30 juin 2011. Au 1^{er} semestre 2011, le BG a notamment remporté un contrat pour l'installation d'une unité solaire thermique à concentration couplée à la centrale à charbon de Kogan Creek, exploitée par CS Energy en Australie.

Le chiffre d'affaires du BG Energies Renouvelables ressort à 59 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, en hausse de 26,3 % par rapport au 1^{er} semestre 2010. A données comparables, il affiche une progression de 24,4 % grâce à une forte croissance des activités Eolien Offshore, malgré un redémarrage de l'activité plus lent que prévu et les retards dans la mise en place de financements par des clients qui ont eu des conséquences sur l'activité biomasse au Brésil au cours du semestre.

Le résultat opérationnel du BG Energies Renouvelables est négatif au 1^{er} semestre 2011, à - 50 millions d'euros, en amélioration par rapport à la même période de 2010 qui avait été pénalisée notamment par les réparations nécessaires sur le champ éolien offshore d'Alpha Ventus.

Le cash-flow opérationnel libre du BG ressort à - 93 millions d'euros fin juin 2011 contre - 272 millions d'euros fin juin 2010. Cette évolution s'explique par l'acquisition en 2010 de la société californienne Ausra spécialisée dans le solaire thermique à concentration, ainsi que par l'amélioration au 1^{er} semestre du besoin en fonds de roulement opérationnel liée à la réception d'avances clients.

1.10.5 Corporate et Autres

<i>(données contributives, en millions d'euros)</i>	S1 2011	S1 2010	Variation 2011/2010
Chiffre d'affaires	75	78	n.s.
Résultat opérationnel	558	(69)	n.s.
Cash-flow opérationnel avant IS	(1 380)	(284)	n.s.

Le résultat opérationnel du Corporate passe de -69 millions d'euros à 558 millions d'euros entre le 1^{er} semestre 2010 et le 1^{er} semestre 2011, essentiellement en raison du paiement par Siemens de la pénalité de 648 millions d'euros à la suite de l'arbitrage de la Chambre de Commerce Internationale.

1.11 Événements postérieurs à la clôture

Les principaux faits marquants postérieurs à la clôture du 30 juin 2011 sont :

- Le succès de l'installation du système de décontamination co-développé par AREVA et Veolia Eau pour la centrale nucléaire de Fukushima Daiichi, qui a franchit le cap des 18 000 tonnes d'eaux hautement radioactives traitées le 10 juillet 2011, soit 15 % du volume accumulé. A fin juillet, près de 30 000 mètres cubes d'eau ont été traités, soit environ 25% du volume accumulé.
- Le lancement de l'appel d'offres éolien offshore français le 11 juillet 2011, portant sur une puissance cumulée de 3 000 mégawatts dans cinq zones.

1.12 Perspectives

Selon les activités et l'horizon de temps que l'on considère, les impacts pour AREVA de cet accident restent, à ce jour, extrêmement difficiles à apprécier. Il convient de noter que les principales agences nucléaires (AIEA, WNF, OECD,...) n'ont pas publié de prévisions post Fukushima dans les délais d'arrêté des comptes.

Les conséquences à moyen et long terme pour AREVA de ces événements sont encore en cours d'analyse par le Groupe à la date d'arrêté des comptes semestriels. Elles concernent toutes les activités du cycle du nucléaire ainsi que les énergies renouvelables et leur évaluation par le Groupe, une fois celle-ci effectuée, sera intégrée dans le plan stratégique qui doit être établi au cours du second semestre. Ces conséquences seront prises en compte pour :

- l'établissement de prévisions d'activité ;
- le dimensionnement de son organisation industrielle et commerciale ;
- l'appréciation de la valeur recouvrable des actifs corporels et incorporels au 31 décembre 2011.

Dans ce contexte, la valeur de certains actifs du Groupe apparaît plus particulièrement sensible aux hypothèses de prix et d'activité qui seront retenues ; il s'agit essentiellement :

- des actifs corporels et incorporels se rapportant aux installations minières en production et aux projets miniers en phase de développement ou non encore lancés (Namibie, République centrafricaine et Afrique du Sud notamment) ; la valeur nette de l'ensemble de ces actifs s'élève à 3,5 milliards d'euros au 30 juin 2011 dont 2,5 milliards d'euros correspondent à des actifs non encore entrés en production. Des tests de dépréciation de l'Unité Génératrice de Trésorerie « Mines d'uranium » et, au sein de celle-ci, des actifs précités ont été effectués au 30 juin 2011, comme indiqué à la note 6 « Goodwills et immobilisations incorporelles et corporelles » qui détaille la sensibilité du résultat de ce test à certaines hypothèses.
- des dépenses de développement immobilisées au titre de l'ensemble de la gamme de réacteurs nucléaires de 3ème génération ainsi que des installations industrielles dont l'activité est directement dépendante de la construction de nouveaux réacteurs ; la valeur nette de ces actifs corporels et incorporels s'élève à près de 750 millions d'euros au 30 juin 2011 ;
- dans une moindre mesure, des installations industrielles dont l'activité principale est la fourniture de biens et de services aux parcs nucléaires en fonctionnement ;

Hormis les tests de dépréciation des actifs miniers qui sont décrits dans la note 6, et dans l'attente du nouveau plan stratégique, le Groupe a apprécié la valeur comptable des actifs sur la base du plan stratégique en vigueur au 31 décembre 2010, retraité des éléments suivants appréciés sur la base des

meilleures estimations à date :

- Baisse / report des perspectives de ventes de réacteurs ;
- Ajustement des ventes à destination de la base installée des marchés allemand et japonais ;
- Considération des contextes de marché spécifiques ;

Sur cette base, des pertes de valeur de 62 millions d'euros ont été comptabilisées sur certains actifs industriels spécifiques dont le niveau d'activité est affecté à court terme.

L'ensemble de ces actifs fera l'objet de tests de dépréciation au 31 décembre 2011 sur la base des données prévisionnelles pluriannuelles issues du nouveau plan stratégique.

Les tests réalisés au 30 juin 2011 restent basés sur la meilleure estimation du management à cette date, dans un contexte de marché caractérisé par un niveau élevé d'incertitudes et dont l'analyse approfondie est en cours de réalisation. La finalisation de ces analyses, prévue pour la fin de l'année 2011, permettra de préciser les scénarios stratégiques du Groupe et pourra conduire à réviser les résultats des tests réalisés au 30 juin 2011.

Le groupe attire l'attention sur les notes 1.3 et 6 de l'annexe aux comptes consolidés au 30 juin 2011.

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011

AREVA

Société Anonyme
33, rue La Fayette
75009 PARIS

Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société AREVA, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la Direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes de l'annexe aux comptes consolidés résumés :

- les notes 1 (partie 3) et 6 et qui exposent les difficultés d'appréciation des incidences de l'accident nucléaire de Fukushima sur le marché nucléaire mondial et l'activité du Groupe, ainsi que la sensibilité de l'estimation de la valeur recouvrable de certains actifs incorporels et corporels à certaines hypothèses dans l'attente du plan stratégique prévu au second semestre de l'exercice ;
- la note 12, complétée des notes 1.1 et 1.8 incluses dans les annexes aux comptes consolidés au 31 décembre 2010 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale en date du 27 avril 2011, qui exposent les conditions de réalisation du contrat OL3 et la sensibilité du résultat à terminaison aux risques contractuels, au planning, à la mise en œuvre effective selon les modes opératoires convenus des opérations d'installation et d'inspection des tuyauteries, ainsi qu'aux difficultés potentielles lors des phases d'essais et de mise en service incluant le contrôle commande ;
- La note 7, complétée des notes 1.1, 1.13 et 1.18 incluses dans les annexes aux comptes consolidés annuels au 31 décembre 2010 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale en date du 27 avril 2011, qui exposent les modalités d'évaluation des actifs et passifs de fin de cycle et la sensibilité de ces derniers aux hypothèses retenues en termes de devis, d'échéanciers de décaissements et de taux d'actualisation ;
- la note 1.2 qui expose les évolutions de règles et méthodes comptables.

II. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

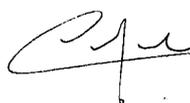
Paris-La-Défense et Neuilly-sur-Seine,

le 27 juillet 2011

Les Commissaires aux comptes

MAZARS

DELOITTE & ASSOCIES



Juliette DECOUX

Jean-Luc BARLET

Patrice CHOQUET

Pascal COLIN

Comptes consolidés semestriels résumés 30 juin 2011

Compte de résultat consolidé

	Notes en annexe	1 ^{er} semestre 2011	1 ^{er} semestre 2010	Exercice 2010
<i>(en millions d'euros)</i>				
Chiffre d'affaires		3 997	4 158	9 104
Autres produits de l'activité		13	12	45
Coût des produits et services vendus		(3 318)	(3 780)	(7 824)
Marge brute		692	390	1 326
Frais de recherche et développement		(142)	(162)	(354)
Frais commerciaux		(112)	(145)	(253)
Frais généraux et administratifs		(238)	(284)	(530)
Autres charges opérationnelles	3	(156)	(355)	(714)
Autres produits opérationnels	3	667	71	102
Résultat opérationnel		710	(485)	(423)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		67	17	37
Coût de l'endettement financier brut		(101)	(98)	(195)
Coût de l'endettement financier net		(35)	(81)	(158)
Autres charges financières		(291)	(223)	(348)
Autres produits financiers		148	133	192
Autres charges et produits financiers		(143)	(90)	(156)
Résultat financier	4	(178)	(172)	(314)
Impôts sur les résultats	5	(188)	242	334
Résultat net d'ensemble des entreprises intégrées		344	(415)	(403)
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	8	41	46	153
Résultat net d'impôt des activités poursuivies		386	(369)	(250)
Résultat net d'impôt des activités cédées ou en cours de cession	11	(6)	1 240	1 236
Résultat net		380	871	986
Dont attribuable :				
Au Groupe :				
Résultat net des activités poursuivies		357	(387)	(343)
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession		(6)	1 230	1 226
Résultat net part du groupe		351	843	883
Aux intérêts minoritaires :				
Résultat net des activités poursuivies		29	18	92
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession		-	10	10
Résultat net part des minoritaires		29	29	103
Nombre d'actions et CI AREVA*		383 204 852	354 427 010	382 119 317
Nombre moyen d'actions et CI AREVA*		383 060 114	354 427 010	354 655 243
Nombre moyen d'actions propres *		1 035 426	731 590	764 713
Nombre moyen d'actions et CI AREVA hors actions propres*		382 024 688	353 695 420	353 890 531
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe par action (en euros)*		0,93	(1,09)	-0,97
Résultat net part du Groupe par action *		0,92	2,38	2,49
Résultat net part du Groupe par action dilué (1)		0,92	2,38	2,49

(1) AREVA n'a pas mis en place d'instruments dilutifs sur son capital

* : Le nombre d'actions et le résultat par action du premier semestre 2010 ont été retraités, pour les besoins de la comparaison, afin de prendre en compte la division par 10 du nominal de l'action AREVA intervenue fin 2010.

RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2011	1^{er} semestre 2010	Exercice 2010
Résultat net	380	871	986
Autres éléments du résultat global			
Ecarts de conversion des sociétés intégrées	(91)	172	100
Variations de valeur des actifs financiers disponibles à la vente	(28)	176	218
Variations de valeur des couvertures de flux de trésorerie	16	27	73
Effet d'impôt relatif à ces éléments	(41)	120	(52)
Autres éléments du résultat global relatifs aux activités cédées ou en cours de cession		15	1
Quote-part des autres éléments du résultat global des entreprises associées, net d'impôt	(28)	149	75
Actifs non courants destinés à être cédés	53		8
Total autres éléments du résultat global (après impôt)	(120)	659	423
Résultat global	259	1 530	1 408
- Part du Groupe	242	1 430	1 278
- Intérêts minoritaires	18	101	130

BILAN CONSOLIDE

ACTIF			
(en millions d'euros)	Notes en annexe	30 juin 2011	31 décembre 2010
Actifs non courants		22 789	22 870
Goodwills sur entreprises intégrées	6	4 128	4 625
Immobilisations incorporelles	6	3 653	3 652
Immobilisations corporelles	6	6 551	6 249
Actifs de fin de cycle (part des tiers)	7	248	252
Actifs financiers de couverture des opérations de fin de cycle	7	5 658	5 582
Titres des entreprises associées	8	994	988
Autres actifs financiers non courants	9	530	477
Actifs du régime de pension		3	2
Actifs d'impôts différés		1 024	1 044
Actifs courants		10 025	11 667
Stocks et en-cours		2 883	2 599
Clients et comptes rattachés		2 208	2 267
Autres créances opérationnelles		2 170	2 165
Impôts courants – actif		48	64
Autres créances non opérationnelles		197	172
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	2 311	3 358
Autres actifs financiers courants		199	210
Actifs des activités destinées à être cédées	11	8	832
Total actif		32 813	34 538

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
(en millions d'euros)	Notes en annexe	30 juin 2011	31 décembre 2010
Capitaux propres et intérêts minoritaires		9 644	9 578
Capital		1 456	1 452
Primes et réserves consolidées		6 855	5 937
Gains et pertes latents différés sur instruments financiers		309	346
Réserves de conversion		(27)	45
Résultat net de l'exercice – part du Groupe		351	883
Intérêts minoritaires		700	915
Passifs non courants		12 190	14 210
Avantages du personnel		1 213	1 171
Provisions pour opérations de fin de cycle	7	5 854	5 815
Autres provisions non courantes	12	112	116
Dettes financières non courantes	13	4 346	6 537
Passifs d'impôts différés		665	570
Passifs courants		10 979	10 749
Provisions courantes	12	1 622	1 777
Dettes financières courantes	13	936	703
Avances et acomptes reçus		4 122	3 923
Fournisseurs et comptes rattachés		1 611	1 641
Autres dettes opérationnelles		2 399	2 581
Impôts courants - passif		46	52
Autres dettes non opérationnelles		239	73
Passifs des activités destinées à être cédées	11	4	-
Total passif et capitaux propres		32 813	34 538

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2011	1^{er} semestre 2010	Exercice 2010
Résultat net de l'ensemble	380	871	986
Moins : résultat des activités cédées	6	(1 240)	(1 236)
Résultat net des activités poursuivies	386	(369)	(250)
Perte (profit) des entreprises associées	(41)	(46)	(153)
Dotation nette aux amortissements et dépréciations des immobilisations et des titres de transaction de plus de trois mois	318	555	1 085
Perte de valeur des goodwill		-	-
Dotation nette aux provisions	(265)	50	(155)
Effet net des désactualisations d'actifs et de provisions	193	157	340
Charge d'impôts (courants et différés)	188	(242)	(334)
Intérêts nets compris dans le coût de l'endettement financier	36	76	170
Perte (profit) sur cessions d'actifs immobilisés et titres de transaction de plus de trois mois, variation de juste valeur	(58)	(28)	(135)
Autres éléments sans effet de trésorerie	24	(102)	(30)
Capacité d'autofinancement avant intérêts et impôts	780	53	538
Intérêts nets reçus (versés)	32	(12)	(121)
Impôts versés	(51)	(20)	(63)
Capacité d'autofinancement après intérêts et impôts	762	21	354
Variation du besoin en fonds de roulement	(186)	(286)	234
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE	576	(265)	588
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	(841)	(871)	(1 966)
Acquisitions d'actifs financiers non courants et prêts accordés	(1 748)	(206)	(524)
Acquisitions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie acquise	(6)	(132)	(195)
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7	17	32
Cessions d'actifs financiers non courants et remboursements de prêts	1 771	1 032	1 961
Cessions de titres de sociétés consolidées nettes de la trésorerie cédée	696	37	39
Dividendes reçus des entreprises associées	29	32	33
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(92)	(91)	(621)
Augmentations de capital souscrites par les actionnaires minoritaires des sociétés intégrées et rachat d'actions propres	23	(4)	895
Transactions avec les actionnaires minoritaires	(1 681)	(27)	75
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-	(250)	(250)
Dividendes versés aux actionnaires minoritaires des sociétés intégrées	(51)	(52)	(63)
Augmentation (diminution) des dettes financières	321	(1 823)	(1 188)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	(1 389)	(2 156)	(531)
Diminution (augmentation) des titres détenus aux fins de transaction à plus de trois mois	3	(5)	(8)
Impact des variations de taux de change	(6)	14	12
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR LES ACTIVITES CEDEES	(3)	2 252	2 243
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(911)	(251)	1 683
Trésorerie nette à l'ouverture	3 164	1 481	1 481
Trésorerie à la clôture	2 311	1 413	3 358
Moins : concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs	(58)	(183)	(194)
Trésorerie nette des activités cédées ou en cours de cession			-
Trésorerie nette à la clôture	2 253	1 230	3 164

La « Trésorerie nette » prise en compte pour l'établissement du Tableau des Flux de Trésorerie se compose :

- De la « Trésorerie et équivalents de trésorerie », (cf. note 10) qui inclut :
 - les disponibilités et comptes courants financiers, et
 - les titres détenus aux fins de transaction sans risque à moins de trois mois à l'origine et les SICAV monétaires ;
- sous déduction des concours bancaires et des comptes courants financiers créditeurs, compris dans les dettes financières courantes (cf. note 13).
- Des 2 éléments précédents se rapportant aux activités en cours de cession.

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	Nombres d'actions et de certificats d'investissement**	Capital	Primes et Réserves consolidées	Réserves de conversion	Gains et pertes latents différés sur instruments financiers	Total capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres et intérêts minoritaires
31 décembre 2009	353 725 310	1 347	5 301	(155)	155	6 648	926	7 574
Résultat net du 1 ^{er} semestre 2010			843			843	29	871
Autres éléments du résultat global			5	373	209	587	72	659
Résultat global			848	373	209	1 430	101	1 530
Dividendes distribués (*)			(250)			(250)	(90)	(340)
Rachat d'actions propres	(84 200)		(4)			(4)		(4)
Autres transactions avec les actionnaires			4			4	(92)	(88)
30 juin 2010	353 641 110	1 347	5 899	218	364	7 828	844	8 672
31 décembre 2010	381 265 427	1 452	6 820	46	346	8 664	915	9 578
Résultat net du 1 ^{er} semestre 2011			351			351	29	380
Autres éléments du résultat global				(73)	(37)	(109)	(11)	(120)
Résultat global			351	(73)	(37)	242	18	259
Dividendes distribués (*)			-			-	(51)	(51)
Rachat d'actions propres	(351 360)		(15)			(15)		(15)
Augmentation de capital	1 085 535	4	28			32		32
Autres transactions avec les actionnaires			21			21	(181)	(160)
30 juin 2011	381 999 602	1 456	7 206	(27)	309	8 944	700	9 644
(*) Dividende distribué par action (en Euros) :								
en 2010 au titre de 2009			7,06					
en 2011 au titre de 2010			néant					

** : Le nombre d'actions et le résultat par action de l'année 2009 et du premier semestre 2010 ont été retraités, pour les besoins de la comparaison, afin de prendre en compte la division par 10 du nominal de l'action AREVA intervenue fin 2010.

INFORMATION SECTORIELLE

PAR SECTEUR D'ACTIVITE

1^{er} semestre 2011

	en millions d'euros	Mines/ Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Autres et éliminations	Total Groupe
Résultats	Chiffre d'affaires brut	1 444	1 623	968	59	(97)	3 997
	Ventes inter - secteurs	(15)	(19)	(138)	0	172	0
	Chiffre d'affaires contributif	1 429	1 604	830	59	75	3 997
	Résultat opérationnel	155	(79)	126	(50)	559	710
	% du CA brut	10,7%	(4,9)%	13,0%	(84,8)%	n.a.	17,8%

1^{er} semestre 2010

	en millions d'euros	Mines/ Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Autres et éliminations	Total Groupe
Résultats	Chiffre d'affaires brut	1 615	1 559	1 000	47	(63)	4 158
	Ventes inter - secteurs	(22)	(16)	(103)	-	141	0
	Chiffre d'affaires contributif	1 593	1 543	897	47	78	4 158
	Résultat opérationnel	(133)	(391)	166	(59)	(69)	(485)
	% du CA brut	(8,2) %	(25,1)%	16,6 %	(126,1)%	n.a.	(11,7) %

Exercice 2010

	en millions d'euros	Mines/ Amont	Réacteurs et Services	Aval	Energies renouvelables	Autres et éliminations	Total Groupe
Résultats	Chiffre d'affaires brut	3 730	3 433	1 943	152	(153)	9 104
	Ventes inter - secteurs	(26)	(49)	(234)	(2)	310	0
	Chiffre d'affaires contributif	3 704	3 384	1 709	150	157	9 104
	Résultat opérationnel	(137)	(251)	278	(122)	(191)	(423)
	% du CA brut	-3,7%	-7,3%	14,3%	-80,0%	124,9%	-4,6%

La colonne « Autres » regroupe le Corporate et les activités de Conseil et Systèmes d'Information.

La part de chiffre d'affaires que le Groupe réalise avec un client (le groupe EDF) excède 10% de son chiffre d'affaires global.

CHIFFRE D'AFFAIRES CONTRIBUTIF PAR SECTEUR D'ACTIVITE ET PAR ZONE DE LOCALISATION DES CLIENTS

1er semestre 2011						
En millions d'euros	Mines/ Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	455	546	496	1	70	1 568
Europe (hors France)	308	422	134	37	2	903
Amérique	293	313	68	20	4	697
Asie Pacifique	335	292	130	1	0	758
Afrique et Moyen orient	37	31	2	0	0	70
Total	1 429	1 604	830	59	75	3 997

1er semestre 2010						
En millions d'euros	Mines/ Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	587	510	611	0	73	1 782
Europe (hors France)	450	360	133	27	2	972
Amérique	270	395	70	20	3	757
Asie Pacifique	240	264	81	0	1	586
Afrique et Moyen orient	46	14	2	0	0	62
Total	1 593	1 543	897	47	78	4 158

Exercice 2010						
En millions d'euros	Mines/ Amont	Réacteurs & services	Aval	Energies Renouvelables	Autres	Total Groupe
France	1 209	1 129	1 083	2	147	3 571
Europe (hors France)	895	920	330	92	3	2 240
Amérique	632	718	128	55	6	1 539
Asie Pacifique	809	575	162	0	1	1 547
Afrique et Moyen orient	159	43	5	0	0	207
Total	3 704	3 384	1 709	150	157	9 104

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2011

Tous les montants sont présentés en millions d'euros, sauf indication contraire. Certains totaux peuvent présenter des écarts d'arrondis.

NOTE 1 - NOTE SUR LES PRINCIPES COMPTABLES

Préparation des états financiers

Les comptes consolidés au 30 juin 2011 ont été établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. S'agissant de comptes résumés, ils ne comportent pas l'intégralité des informations à fournir pour l'établissement de comptes consolidés IFRS complets et doivent être lus conjointement avec les comptes consolidés au 31 décembre 2010.

Les faits significatifs de la période sont décrits dans le rapport d'activité semestriel.

Principes comptables

Les principes comptables appliqués pour l'établissement des comptes consolidés résumés au 30 juin 2011 sont identiques à ceux décrits dans la note 1 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2010.

La norme IAS 24 révisée (« Parties liées ») ainsi que des amendements à plusieurs normes existantes sont devenus applicables pour les exercices ouverts au 1^{er} janvier 2011. Ces nouveaux textes n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés résumés d'AREVA au 30 juin 2011.

- La norme IAS 24 révisée accorde une exemption partielle d'information aux entités liées à une autorité publique.
- Les amendements apportés à la norme IAS 34 sur l'information financière intermédiaire ont pour objet de clarifier les informations à fournir en application de cette norme en mettant l'accent sur les événements et transactions importants de la période intermédiaire et la mise à jour de l'information pertinente présentée dans le rapport annuel le plus récent.
- Les amendements apportés à la norme IFRS 7 ont pour objet d'apporter des clarifications sur les informations à fournir concernant la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers.

Par ailleurs, AREVA applique la méthodologie prescrite par la norme IAS 34 pour déterminer la charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite et autres avantages du personnel, ainsi que la charge d'impôt de la période intermédiaire.

- La charge de la période intermédiaire relative aux engagements de retraite et autres avantages du personnel est calculée à partir du taux d'actualisation déterminé à la fin de l'exercice précédent, ajusté pour tenir compte des fluctuations importantes du marché depuis cette date ainsi que des réductions, liquidations ou autres événements non récurrents importants. En application de cette méthode, AREVA a

calculé la charge du 1^{er} semestre 2011 en utilisant le taux d'actualisation déterminé au 31 décembre 2010. L'utilisation d'un taux d'actualisation révisé au 30 juin 2011 n'aurait pas d'impact significatif sur le montant de la provision pour avantages du personnel et sur le résultat de la période.

- La charge d'impôt de la période intermédiaire est calculée en appliquant au résultat avant impôt de cette période le taux effectif d'impôt moyen estimé pour l'exercice. Un taux d'impôt différent est cependant retenu pour les catégories de revenus soumis à des taux d'impôt spécifiques, tels que les résultats de cessions de titres soumis au régime des plus-values à long terme.

Événements marquants de la période, estimations et jugements

Comme mentionné dans la note 1.1 des comptes consolidés au 31 décembre 2010, AREVA procède à des estimations, établit des hypothèses et recourt à des jugements qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs ou de passifs, de produits et de charges, ainsi que les informations données dans certaines notes de l'annexe. AREVA revoit ses estimations et jugements de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Estimations et jugements consécutivement à l'accident nucléaire de Fukushima

Le premier semestre 2011 a été marqué par l'accident nucléaire survenu le 11 mars 2011 à Fukushima ainsi que par la décision d'arrêt du nucléaire prise en Allemagne. A la suite de l'accident de Fukushima, les installations nucléaires de la plupart des pays qui en exploitent font ou vont faire l'objet de tests de résistance à l'issue desquels les conditions nécessaires à la poursuite de leur exploitation seront fixées. Par ailleurs, de nombreux pays ont confirmé, au cours du deuxième trimestre de 2011, leur volonté de poursuivre ou de lancer des programmes nucléaires (Inde, Chine, Afrique du Sud, Royaume-Uni, Finlande, République Tchèque, Pologne,...).

A la date d'arrêt des comptes du premier semestre 2011, les commandes annulées s'élèvent à 0,2 milliard d'euros. Les commandes japonaises et allemandes des activités nucléaires en carnet au 30 juin 2011 représentent 17,5% du carnet de commandes global qui s'élève à 43,1 milliards d'euros. Parmi celles-ci, 0,7 milliard d'euros présentent un risque d'annulation ou de renégociation. S'agissant de l'environnement de marché et de l'évolution des prix par rapport à leur niveau d'avant l'accident de Fukushima, les principaux cours à long terme sont restés relativement stables alors que les cours spot continuent d'être marqués par une grande volatilité.

Moyenne UxC et TradeTech		30 juin 2011	31 décembre 2010
Uranium LT	\$/lb	68,0	66,0
Enrichissement LT	\$/SWU	155,5	155
Conversion LT	\$/kg	16	15

Ainsi, selon les activités et l'horizon de temps que l'on considère, les impacts pour AREVA de cet accident restent, à ce jour, extrêmement difficiles à apprécier. Il convient de noter que les principales agences nucléaires (AIEA, WNF, OECD,...) n'ont pas publié de prévisions post Fukushima dans les délais d'arrêt des comptes.

Les conséquences à moyen et long terme pour AREVA de ces événements sont encore en cours d'analyse par le Groupe à la date d'arrêt des comptes semestriels. Elles concernent toutes les activités du cycle du nucléaire ainsi que les énergies renouvelables et leur évaluation par le Groupe, une fois celle-ci effectuée, sera intégrée dans le plan stratégique qui doit être établi au cours du second semestre. Ces conséquences seront prises en compte pour :

- l'établissement de prévisions d'activité,
- le dimensionnement de son organisation industrielle et commerciale,
- l'appréciation de la valeur recouvrable des actifs corporels et incorporels au 31 décembre 2011.

Dans ce contexte, la valeur de certains actifs du Groupe apparaît plus particulièrement sensible aux hypothèses de prix et d'activité qui seront retenues ; il s'agit essentiellement :

- des actifs corporels et incorporels se rapportant aux installations minières en production et aux projets miniers en phase de développement ou non encore lancés (Namibie, République centrafricaine et Afrique du Sud notamment) ; la valeur nette de l'ensemble de ces actifs s'élève à 3,5 milliards d'euros au 30 juin 2011 dont 2,5 milliards d'euros correspondent à des actifs non encore entrés en production. Des tests de dépréciation de l'Unité Génératrice de Trésorerie « Mines d'uranium » et, au sein de celle-ci, des actifs précités ont été effectués au 30 juin 2011, comme indiqué à la note 6 « Goodwills et immobilisations incorporelles et corporelles » qui détaille la sensibilité du résultat de ce test à certaines hypothèses.
- des dépenses de développement immobilisées au titre de l'ensemble de la gamme de réacteurs nucléaires de 3^{ème} génération ainsi que des installations industrielles dont l'activité est directement dépendante de la construction de nouveaux réacteurs ; la valeur nette de ces actifs corporels et incorporels s'élève à près de 750 millions d'euros au 30 juin 2011 ;
- dans une moindre mesure, des installations industrielles dont l'activité principale est la fourniture de biens et de services aux parcs nucléaires en fonctionnement ;

Hormis les tests de dépréciation des actifs miniers qui sont décrits dans la note 6, et dans l'attente du nouveau plan stratégique, le Groupe a apprécié la valeur comptable des actifs sur la base du plan stratégique en vigueur au 31 décembre 2010, retraité des éléments suivant appréciés sur la base des meilleures estimations à date:

- Baisse / report des perspectives de ventes de réacteurs ;
- Ajustement des ventes à destination de la base installée des marchés allemand et japonais ;
- Considération des contextes de marché spécifiques ;

Sur cette base, des pertes de valeur de 62 millions d'euros ont été comptabilisées sur certains actifs industriels spécifiques dont le niveau d'activité est affecté à court terme.

L'ensemble de ces actifs fera l'objet de tests de dépréciation au 31 décembre 2011 sur la base des données prévisionnelles pluriannuelles issues du nouveau plan stratégique.

Les tests réalisés au 30 juin 2011 restent basés sur la meilleure estimation du management à cette date, dans un contexte de marché caractérisé par un niveau élevé d'incertitudes et dont l'analyse approfondie est en cours de réalisation. La finalisation de ces analyses, prévue pour la fin de l'année 2011, permettra de préciser les scénarios stratégiques du Groupe et pourra conduire à réviser les résultats des tests réalisés au 30 juin 2011.

NOTE 2 – PERIMETRE ET AUTRES FAITS MARQUANTS

AREVA NP

Le 27 janvier 2009, SIEMENS avait annoncé sa décision d'exercer son option de vente de sa participation de 34% dans le capital d'AREVA NP à AREVA.

Conformément à la procédure prévue par le pacte d'actionnaires signé en 2001 entre AREVA et SIEMENS, les deux sociétés ont fait intervenir un expert indépendant afin de déterminer la valeur de la participation minoritaire de SIEMENS au premier trimestre 2009. En mars 2011, l'expert indépendant a rendu son rapport qui valorise les 34 % de SIEMENS dans la société AREVA NP à 1 620 millions d'euros. AREVA a versé cette somme à Siemens le 18 mars 2011.

Cette valorisation réduit le goodwill relatif à AREVA NP de 429 millions d'euros (cf. notes 6, 13 et 16).

Par ailleurs, au premier semestre 2011, SIEMENS a versé à AREVA une pénalité de 648 millions d'euros dans le cadre du différend qui opposait AREVA et Siemens au sujet de la violation du pacte d'actionnaires ayant trait à AREVA NP (cf. note 16).

Par ailleurs, les principales variations de périmètre du premier semestre 2011 sont les suivantes :

AREVA SOLAR

En mars 2011, AGAVE SPV est entrée au capital de la société AREVA SOLAR à hauteur de 6,54%. L'augmentation de capital souscrite par le partenaire s'élève à 12,3 millions d'USD.

AREVA KOBLITZ

En avril 2011, AREVA a exercé son option d'achat de la participation détenue par l'actionnaire minoritaire de la société AREVA Koblitz Brazil, représentant 30% du capital.

Le prix d'acquisition de cette participation s'élève à 32 millions d'euros incluant une clause de complément de prix.

STMICROELECTRONICS

Le 15 décembre 2010, le Conseil de Surveillance a examiné l'offre ferme de rachat de la participation indirecte d'AREVA au capital de STMicroelectronics faite par le Fonds Stratégique d'Investissement (FSI) et a autorisé AREVA à accorder une exclusivité au FSI pour la vente de cette participation pour un montant unitaire de 7 € / action STMicro, soit un montant total de 695 millions d'euros. L'acceptation de l'offre du FSI a été soumise à une procédure d'information / consultation des Instances Représentatives du Personnel d'AREVA et à l'approbation des autorités de concurrence compétentes.

La cession est devenue effective le 30 mars 2011. La moins value de cession consolidée sur cette opération avait été provisionnée au 31 décembre 2010 pour - 101 millions d'euros.

NOTE 3 – AUTRES CHARGES ET AUTRES PRODUITS OPERATIONNELS

Autres charges opérationnelles

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2011	1^{er} semestre 2010	Exercice 2010
Coûts de restructuration et plans de cessation anticipée d'activité	(7)	(6)	(2)
Perte de valeurs des goodwill	-	-	-
Perte de valeurs sur autres actifs	(68)	(300)	(548)
Autres charges opérationnelles	(81)	(49)	(164)
Total autres charges opérationnelles	(156)	(355)	(714)

Autres produits opérationnels

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2011	1^{er} semestre 2010	Exercice 2010
Résultats sur cessions d'actifs non financiers	0	21	17
Autres produits opérationnels	667	50	85
Total autres produits opérationnels	667	71	102

Au premier semestre 2011, les « autres produits opérationnels » comprennent principalement la pénalité de 648 millions d'euros reçue dans le cadre du différend qui opposait AREVA et Siemens au sujet de la violation du pacte d'actionnaires ayant trait à AREVA NP (cf. note 16).

NOTE 4 - RESULTAT FINANCIER

<i>(en millions d'euros)</i>	1^{er} semestre 2011	1^{er} semestre 2010	Exercice 2010
Coût de l'endettement financier net	(35)	(81)	(158)
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie	67	17	37
Coût de l'endettement financier brut	(101)	(98)	(195)
Autres charges et produits financiers	(143)	(90)	(156)
<i>Part liée aux opérations de fin de cycle</i>	(10)	(11)	(98)
Résultat sur cessions de titres dédiés	58	28	29
Dividendes reçus	42	33	51
Rémunération des créances et produits de désactualisation des actifs de couverture	36	46	81
Dépréciation des titres	-	-	-
Effet des révisions d'échéanciers	-	-	(5)
Charges de désactualisation sur opérations fin de cycle	(145)	(118)	(254)
<i>Part non liée aux opérations de fin de cycle</i>	(133)	(80)	(58)
Résultat de change	(16)	(2)	36
Résultat sur cessions de titres et variation de valeur des titres de transaction	-	(1)	214
Perte sur participation STMicroelectronics	-	-	(101)
Dividendes reçus	6	18	20
Dépréciation d'actifs financiers	(2)	(6)	(10)
Intérêts sur avances contrats aval	(14)	(17)	(45)
Autres charges financières	(71)	(41)	(109)
Autres produits financiers	6	7	11
Résultat financier sur retraites et autres avantages du personnel	(43)	(38)	(73)
Résultat financier	(178)	(172)	(314)

NOTE 5 - IMPOTS SUR LE RESULTAT

La charge d'impôt atteint -188 millions d'euros au premier semestre 2011.

La charge d'impôt du premier semestre 2011 a été calculée en appliquant sur le résultat avant impôt de la période le taux effectif d'impôt prévisionnel pour l'exercice. Ce dernier s'établit à 35,5%, contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) incluse. Suite à la réforme de la taxe professionnelle en 2010, le groupe comptabilise la CVAE sur la ligne impôt sur les sociétés avec un impact sur le taux effectif d'impôt annuel du groupe estimé à 28 M€ pour l'exercice 2011. Hors CVAE, le taux effectif d'impôt estimé pour l'exercice est de 30,8%.

La variation des impôts différés, directement comptabilisés en capitaux propres et résultant des variations de juste valeur des instruments financiers comptabilisés en capitaux propres recyclables s'élève à (41) millions d'euros au premier semestre 2011.

A l'issue de l'exercice de plan stratégique qui sera réalisé durant le second semestre de l'année 2011, le Groupe procédera à une nouvelle estimation de la partie recouvrable des actifs d'impôts différés sur la base de données projetées cohérentes avec ce nouveau plan.

NOTE 6 – GOODWILLS ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES et CORPORELLES

GOODWILLS

L'évolution des goodwills est la suivante au 30 juin 2011 :

<i>(en millions d'euros)</i>	31 décembre 2010	Acquisitions	Cessions	Options de vente des minoritaires	Ecarts de conversion et autres	30 juin 2011
Activités Nucléaires	4 348	1		(421)	(82)	3 846
Activité Energies Renouvelables	277			(3)	9	283
TOTAL	4 625	1		(424)	(73)	4 128

La colonne « options de vente des minoritaires » inclut principalement les effets des opérations sur les titres AREVA NP pour 421 millions d'euros.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs nettes au 31 décembre 2010	Acquisitions	Dotations nettes aux amortissements/ Pertes de valeur	Ecarts de conversion	Autres variations	Valeurs nettes au 30 Juin 2011
Frais de recherches minières	1 108	83	(28)	(50)	(13)	1 100
Frais de R&D	591	54	(19)	(22)	(88)	515
Droits miniers	988	0	0	(70)	0	918
Autres	965	120	(28)	(16)	79	1 121
TOTAL	3 652	257	(75)	(158)	(23)	3 653

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

<i>(en millions d'euros)</i>	Valeurs nettes au 31 décembre 2010	Acquisitions	Dotations nettes aux amortissements/ Pertes de valeur	Ecarts de conversion	Autres variations	Valeurs nettes au 30 Juin 2011
Terrains	99	0	(1)	(2)	3	100
Constructions	910	14	(28)	(17)	25	904
Installations, matériels et outillage industriels	2 501	23	(169)	(19)	158	2 494
Actifs de démantèlement	143	0	(6)	(1)	4	140
Autres	642	59	(38)	(32)	0	631
En cours	1 953	558	(4)	(14)	(211)	2 282
TOTAL	6 249	654	(246)	(84)	(21)	6 551

TESTS DE DEPRECIATION

Des tests de dépréciation ont été effectués au niveau de l'UGT Uranium dans son ensemble et au niveau de chaque site minier, en conservant pour l'essentiel les mêmes hypothèses structurantes qu'au 31 décembre 2010 (volumes, échéancier de mise en service des nouvelles mines).

Pour ce qui est du contexte de marché post Fukushima, le Groupe est en cours d'analyse de l'évolution de la demande et de la situation de l'offre au regard des positions / décisions des concurrents. Lorsque ces analyses seront finalisées fin 2011 dans le cadre du nouveau plan stratégique, le Groupe pourra être amené à opérer des arbitrages dans la gestion de son portefeuille de mines ce qui pourrait se traduire par le report du démarrage de certains projets. Dans ce contexte, aucune décision n'a été prise au 30 juin 2011.

Dès lors, les données prospectives de marché ont été ajustées pour les besoins des tests par rapport au 31 décembre 2010 sur la seule base des dernières prévisions externes disponibles datant de mai et juin 2011.

Pour ce qui concerne les risques industriels et techniques, comme indiqué par AREVA dans son document de référence 2010, les résultats des campagnes d'exploration pour évaluer le potentiel des gisements, en particulier en Afrique du Sud (Ryst Kuil) et en Namibie (Trekopje) ainsi que l'évolution des conditions économiques sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'estimation et la qualité des ressources et par conséquent le niveau de production à prendre en compte dans le cadre des tests de dépréciation.

En particulier, pour le gisement de Trekopje, les premiers résultats sur les corrélations entre mesures radiométriques et mesures chimiques font apparaître un risque de baisse des teneurs réelles dans le minerai, plus particulièrement dans le minerai à faible teneur, et donc un risque de baisse du niveau des ressources. A fin juin 2011, l'ensemble des mesures ont été réalisées. L'interprétation est en cours et n'est pas finalisée à ce stade. L'avancement technique des travaux sur les ressources ne permet pas d'obtenir au 30 juin d'éléments nouveaux d'appréciation. Une fois l'interprétation achevée, une mise à jour du livre des ressources et réserves sera effectuée et le plan minier associé du projet sera mis en œuvre. Ce nouveau plan minier pourrait prendre en compte, du fait des interprétations mais également des conditions de marché, des paramètres de production cibles (quantité produite, coûts de production) dégradés.

Sur ces bases, les tests effectués n'ont pas fait apparaître de perte de valeur des goodwill ni de perte de valeur complémentaire sur les actifs testés et les dépréciations comptabilisées au 31 décembre 2010 ont été maintenues.

S'agissant des actifs corporels et incorporels se rapportant aux projets miniers non encore entrés en production, dont la valeur nette totale s'élève à 2,5 milliards d'euros au 30 juin 2011 après des pertes de valeur de 0,4 milliard d'euros comptabilisées en 2010, un décalage d'un an de l'entrée en production conduirait à constater une perte de valeur complémentaire d'environ 150 millions d'euros (et d'environ 300 millions d'euros par année supplémentaire).

Sur ces mêmes actifs, une variation de un point du taux d'actualisation utilisé pour le test conduirait à un impact d'environ 300 millions d'euros.

L'ensemble de ces actifs fera l'objet de tests de dépréciation au 31 décembre 2011 sur la base des données prévisionnelles pluriannuelles issues du nouveau plan stratégique. Les tests réalisés au 30 juin 2011 restent basés sur la meilleure estimation du management à cette date, dans un contexte de marché industriel et technique caractérisé par un niveau élevé d'incertitude et dont l'analyse approfondie est en cours de réalisation. La finalisation de ces analyses, prévue pour la fin de l'année 2011, permettra de préciser les scénarios stratégiques du Groupe et pourra conduire à réviser les résultats des tests réalisés au 30 juin 2011.

NOTE 7 – OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

Le tableau suivant récapitule les différents postes comptables concernés par le traitement des opérations de fin de cycle dans le bilan d'AREVA ainsi que leur financement :

ACTIF <i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010	PASSIF	30 juin 2011	31 décembre 2010
Actifs de fin de cycle quote-part AREVA (1)	140	143			
Actifs de couverture des opérations de fin de cycle	5 906	5 842	Provisions pour opérations de fin de cycle	5 854	5 815
- actifs de fin de cycle quote-part des tiers (2)	248	252	- financées par les tiers (2)	248	252
- Actifs financiers de couverture (3)	5 658	5 590	- financées par AREVA	5 606	5 563

¹ : montant restant à amortir sur la quote-part de la provision globale devant être financée par AREVA

² : montant de la provision devant être financée par les tiers

³ : portefeuille financier dédié et créances devant financer la quote-part de la provision revenant à AREVA

ACTIFS FINANCIERS DE COUVERTURE DES OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

Ce poste comporte les éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
Créances liées aux opérations de fin de cycle	635	1 262
Portefeuille dédié	5 022	4 320
Total	5 658	5 582

Les créances liées aux opérations de fin de cycle correspondent aux créances sur le CEA résultant de la signature en Décembre 2004 d'un accord pour la prise en charge par ce dernier d'une quote-part des coûts de démantèlement d'ateliers des usines de La Hague et de Cadarache et des coûts de reprise et conditionnement des déchets de l'usine UP2 400.

Un accord sur les modalités de règlement de la créance EDF avait été signé en juillet 2009. Selon les termes de cet accord, le dernier versement par EDF à AREVA a été effectué en juin 2011.

La répartition du portefeuille dédié est décrite ci-dessous :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
En valeur de marché		
Actions cotées	1 124	1 010
FCP actions	902	766
FCP Obligataires et monétaires	2 746	2 419
Sous-Total	4 772	4 195
En coût amorti		
FCP Obligataires détenus jusqu'à échéance	250	125
Total	5 022	4 320

PROVISIONS POUR OPERATIONS DE FIN DE CYCLE

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
Démantèlement des installations nucléaires	4 327	4 212
Reprise et conditionnement des déchets	1 527	1 603
Provisions pour opérations de fin de cycle	5 854	5 815

II
n'y a pas eu de révision significative des devis au cours du premier semestre. S'agissant de l'installation GB1, la meilleure hypothèse d'arrêté reste fondée sur l'équilibre entre les charges préalables aux opérations de démantèlement et le boni d'uranium récupérable.

NOTE 8 – PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES ASSOCIEES

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2011					31 décembre 2010
	% de contrôle	Part dans le résultat des entreprises associées	Participations dans les entreprises associées hors goodwill	Goodwill	Valeur des participations dans les sociétés associées (y.c. goodwill)	Valeur des participations dans les entreprises associées (y.c. goodwill)
Eramet	25,93%	47	787	35	822	796
MNF	30,00%	(9)	39	74	112	131
Autres entreprises associées		3	54	5	59	61
Total		41	880	114	994	988

Les perspectives révisées d'activité de MNF, non disponibles au 30 juin 2011, seront appréhendées au second semestre et pourraient être susceptibles de conduire à une nouvelle appréciation de la valeur d'utilité des titres portés au bilan.

NOTE 9 – AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
Titres disponibles à la vente	239	293
Créances rattachées à des participations	4	3
Autres actifs financiers non courants	72	81
Dérivés sur opérations de financement	215	92
Total	530	469

- **Titres disponibles à la vente**

Les titres disponibles à la vente se décomposent comme suit :

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
Actions cotées (en valeur de marché)		
- Alcatel	10	6
- SUEZ Environnement	100	107
- Summit	26	61
- Japan Steel	23	38
- Autres titres cotés	20	23
Titres de participation non cotés	60	58
Total	239	293

L'évolution de ce poste entre le 31 décembre 2010 et le 30 juin 2011 correspond essentiellement aux variations des valeurs de marché des titres cotés.

NOTE 10 – TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
Equivalents de trésorerie	2 080	3 029
Disponibilités et comptes courants financiers	231	329
Valeur nette	2 311	3 358

Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués par des titres de créances négociables à court terme et d'OPCVM.

NOTE 11 – RESULTAT NET D'IMPÔT, ACTIFS ET PASSIFS ET FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES CEDEES OU EN COURS DE CESSION

Le résultat net d'impôt des activités cédées correspond sur le premier semestre 2011 aux éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2011	30 juin 2010
Résultat net de l'activité cédée (T&D) sur la période 1 ^{er} janvier-7 juin 2010		(30)
Résultat net des activités destinées à être cédées (hors T&D)	(6)	
Plus-value de cession* nette d'impôt		1 270
Résultat net des activités cédées ou en cours de cession	(6)	1 240

* : Y compris la reprise en résultat des réserves de conversion et des gains et pertes latents différés

Flux net de trésorerie généré par les activités cédées ou en cours de cession

Il se compose aux 30 juin 2011 et 2010 des éléments suivants :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2011	30 juin 2010
Prix de vente des titres T&D (diminué des frais de cession)		2 254
Flux de trésorerie des activités destinées à être cédées (hors T&D)	(3)	
Trésorerie contributive d'ouverture de T&D cédée		(2)
Valeur nette	(3)	2 252

Au paiement des titres T&D effectué le 8 juin 2010 s'ajoute le remboursement des créances et dettes financières que le Groupe détenait envers T&D. Ces éléments sont essentiellement inclus dans la ligne « Cessions d'actifs financiers non courants et remboursements de prêts » du tableau des flux de trésorerie.

NOTE 12 – AUTRES PROVISIONS

<i>(En millions d'euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
Réaménagement des sites miniers et démantèlement des usines de concentration	111	115
Autres	1	1
Autres provisions non courantes	112	116
Restructurations et plans sociaux	17	20
Provisions pour assainissement courant	99	99
Provisions pour garanties données aux clients	90	103
Provisions pour pertes à terminaison	474	636
Travaux restant à effectuer	628	638
Autres	314	281
Provisions courantes	1 622	1 777
Total Autres Provisions	1 734	1 894

Contrat de construction de l'EPR de Olkiluoto 3

Le premier semestre 2011 marque pour le projet la fin des activités de génie-civil de gros-œuvre et la montée en charge de l'ensemble des activités d'installation et de tests électro-mécaniques.

Les activités de tuyauteries restent sur le chemin critique du Projet. Le contrôle-commande et ses applications en essais s'y ajouteront sur le deuxième semestre 2011. A court terme, l'installation des armoires de contrôle-commande constitue un enjeu majeur en terme de planning et de séquençement général de ce programme afin que les essais électro-mécaniques puissent être tenus.

Pour les activités de construction, l'avancement physique atteint les 62% en cohérence avec le planning général du projet. L'installation des tuyauteries atteint 53% malgré des difficultés importantes sur la mise en œuvre des épreuves hydrauliques qui doivent se dérouler sur l'ensemble de l'année 2011 et début 2012.

L'installation des diesels a eu lieu mais les composants auxiliaires sont restés bloqués en usine du fait de nouvelles contraintes qualité imposées par les autorités de sûreté sur la chaîne de sous-traitance. Toutefois les dossiers sont en reprise et devraient permettre de finaliser l'installation complète avant essais en début d'année 2012.

Concernant le contrôle-commande, une importante production documentaire a été réalisée au cours de ce semestre permettant de compléter les différents programmes de qualification qui ont lieu à la fois pour les plateformes, les systèmes et les équipements.

Les compléments nécessaires au dossier d'autorisation de mise en exploitation ("Operating licence application") en font partie et permettront de le finaliser avant la fin Octobre qui est la date butoir fixée par TVO et les Autorités de sûreté.

A fin juin, l'étape de chargement du cœur est maintenue à décembre 2012.

Les risques de décalage sont associés aux difficultés liées à la mise en œuvre des épreuves hydrauliques, à la livraison des armoires de contrôle-commande et aux composants auxiliaires des diesels.

Des discussions concernant le commissioning des phases suivant le chargement du cœur ("Fuel loading") sont engagées avec les équipes d'Exploitant de TVO. Pour mémoire, à compter de cette date, TVO aura la responsabilité des opérations d'exploitation nucléaire.

Concernant la procédure d'arbitrage lancée depuis Décembre 2008, le Consortium a continué à faire valoir ses droits en déposant en mai 2011 un dossier réclamant une compensation de 1,9 milliard d'euros pour une extension de délais de 22 mois sur la période contractuelle courant jusqu'à fin 2007.

Aucun produit n'est reconnu à ce titre.

Il convient de rappeler que TVO, en avril 2009 a réclamé 1,4 milliard d'euros au Consortium et qu'aucune provision n'est constituée à ce titre, le Consortium et ses conseils estimant toujours que les allégations exposées dans cette réclamation restent dénuées de fondement et sans valeur au regard du droit finlandais.

Au 30 juin 2011, compte tenu de l'avancement du projet, AREVA n'a pas comptabilisé de provision complémentaire.

Le cumul des dotations aux provisions comptabilisées reste au niveau de 2,6 milliards d'euros, dont 0,4 milliard d'euros figurent encore en provision au 30 juin 2011.

Les incertitudes résiduelles liées au chiffrage du résultat à terminaison portent toujours sur les risques contractuels ainsi que sur les modalités opérationnelles nécessaires dans ces phases de fin de construction et de montée en pleine charge des essais élémentaires et d'intégration.

Actuellement les principaux risques liés au planning et en particulier à la date de chargement du cœur sont associés aux décisions du Client concernant les auxiliaires diesels et les armoires de contrôle-commande.

Il n'y a pas, à ce jour, de demande de TVO de prendre en compte un quelconque impact lié à l'accident de Fukushima.

NOTE 13 – DETTES FINANCIERES

<i>(En millions d'euros)</i>	Dettes non courantes	Dettes courantes	30 juin 2011	31 décembre 2010
Options de vente des actionnaires minoritaires	22		22	60
Dettes envers Siemens sur l'exercice de l'option				2 117
Avances rémunérées	84		84	83
Emprunts auprès des établissements de crédits	473	692	1 165	753
Emprunts obligataires	3 750	103	3 853	3 803
Concours bancaires courants et comptes courants financiers créditeurs		58	58	194
Instruments financiers dérivés		72	72	139
Dettes financières diverses	16	11	27	91
TOTAL Dettes Financières	4 346	936	5 282	7 240

- Dette envers Siemens sur l'exercice de l'option

Siemens a décidé d'exercer le 27 janvier 2009 son option de vente de sa participation dans AREVA NP.

Compte tenu de l'incertitude existant sur le prix d'exercice de l'option résultant de cette procédure, AREVA avait décidé de maintenir dans son bilan aux 30 juin 2010 et 31 décembre 2010 la dette à un montant nominal identique à celui des 31 décembre 2007, 2008 et 2009, soit 2 049 millions d'euros (hors intérêts).

L'expert indépendant chargé de la valorisation de cette participation a rendu son avis le 14 mars 2011. Celle-ci a été estimée à 1 620 M€ (valeur au 1er trimestre 2009 et hors intérêts). L'écart a été imputé sur le goodwill (cf. note 6).

NOTE 14 – TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

Les transactions entre la société mère et ses filiales intégrées, qui sont des parties liées, ont été éliminées en consolidation et ne sont pas présentées dans cette note.

Le détail des transactions entre le groupe et les autres parties liées significatives est présenté ci-dessous :

<i>(En millions d'euros)</i>	CEA	
	30 juin 2011	31 décembre 2010
Ventes	292	630
Achats	46	116
Créances sur les entreprises liées	835	900
Dettes envers les entreprises liées	170	106

Relations avec les entreprises du secteur public

Le Groupe réalise des transactions courantes avec des entreprises du secteur public, essentiellement EDF. Les transactions avec EDF concernent la vente d'uranium, des prestations d'enrichissement, la fourniture de combustible nucléaire, des opérations de maintenance de centrales et des ventes d'équipements, ainsi que des prestations de transport, d'entreposage, de traitement et de recyclage des combustibles usés.

NOTE 15 - ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS

Engagements Hors Bilan <i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2011	31 décembre 2010
ENGAGEMENTS DONNES	2 118	2 663
Garanties de marché données	1 309	1 869
Autres garanties liées à l'exploitation	296	360
Engagements donnés liés au financement	91	17
Autres engagements donnés	422	417
ENGAGEMENTS RECUS	876	690
Engagements reçus liés à l'exploitation	833	648
Engagements reçus liés au financement	1	1
Autres engagements reçus	42	41
ENGAGEMENTS RECIPROQUES	5 919	4 430

Les montants ci-dessus reflètent uniquement les engagements que le Groupe considère valides à la date de clôture ; de ce fait, ils n'incluent pas les contrats de construction pour lesquels le Groupe est en cours de négociation.

Engagements donnés

Les engagements liés à l'exploitation représentent près de 76 % des engagements donnés. Ils sont constitués majoritairement de garanties de bonne fin ou de bonne exécution.

Le Groupe a donné une garantie maison mère au client TVO dans le cadre du contrat EPR Finlande pour le montant total de son engagement et reçu, de la part de Siemens, une garantie à hauteur de sa quote-part. L'engagement net donné par le Groupe est compris entre 1,5 et 2 milliards d'euros. Cette valeur n'est pas intégrée dans le tableau récapitulatif.

AREVA a donné une garantie spécifique sur la propriété des titres du pôle FCI cédé à BAIN. Cette garantie, plafonnée au prix de cession de 582 M€, n'est pas reprise dans le tableau récapitulatif.

Engagements réciproques

Le Groupe a mis en place en février 2007 une ligne de crédit revolving utilisable en euros et en dollars d'un montant de 2 Milliards d'euros à échéance février 2014 . A fin Juin 2011, cette ligne est non utilisée.

Des lignes de crédit bancaire bilatérales confirmées ont été mises en place en janvier 2011 pour un montant de 1,5 milliard d'euros. Non utilisées au 30 juin 2011, elles ont pour échéance janvier 2013.

NOTE 16 – AUTRES INFORMATIONS

COTATION DES ACTIONS

Depuis le 30 mai 2011, l'action AREVA est cotée sur le compartiment A du marché réglementé de NYSE Euronext à Paris, sous le code ISIN FR0011027143.

Les actions ordinaires AREVA ont remplacé les certificats d'investissements (CI) suite à l'offre publique d'échange initiée par le CEA en avril 2011.

Au 30 juin 2011, la répartition du capital d'AREVA s'établit de la manière suivante :

	30 juin 2011
CEA	73,0%
Etat	10,2%
Kuwait Investment Authority	4,8%
CDC	3,3%
Total	1,0%
Crédit Agricole CIB et actionnaires salariés	1,2%
EDF	2,2%
Actions rachetées	0,3%
Public	4,0%
Total	100,0%

LITIGES ET PASSIFS EVENTUELS

- **Sortie de Siemens du capital d'AREVA NP**

Le 27 janvier 2009, SIEMENS a annoncé sa décision d'exercer son option de vente de sa participation de 34% dans le capital d'AREVA NP à AREVA.

Conformément à la procédure prévue par le pacte d'actionnaires signé en 2001 entre AREVA et SIEMENS, les deux sociétés ont fait intervenir un expert indépendant afin de déterminer la valeur de la participation minoritaire de SIEMENS au premier trimestre 2009. En mars 2011, l'expert indépendant a rendu son rapport qui valorise les 34 %

de SIEMENS dans la société AREVA NP à 1 620 millions d'euros. AREVA a versé cette somme à Siemens le 18 mars 2011.

En mars 2009, AREVA a exercé son option d'achat pour faute de ladite participation détenue par Siemens dans AREVA NP, basée sur plusieurs manquements de Siemens à ses obligations contractuelles telles que stipulées dans le pacte liant les deux actionnaires d'AREVA NP.

AREVA a ensuite complété sa notification en initiant le 14 avril 2009 une procédure d'arbitrage devant la Chambre de Commerce Internationale (CCI) à l'encontre de Siemens en vue de l'obtention de pénalités pour violation du pacte d'actionnaires

Dans le cadre de ce différend, le tribunal arbitral a confirmé le caractère fautif du comportement de Siemens dans une sentence notifiée le 19 mai 2011 aux parties. Siemens a ainsi versé à AREVA 648 millions d'euros de pénalités en principal, augmentées des intérêts.

Parallèlement, au mois de mai 2010, la Commission Européenne a annoncé l'ouverture officielle d'une procédure à l'encontre d'AREVA et Siemens concernant l'existence de diverses restrictions contractuelles (et notamment une clause de non-concurrence) entre les parties dans le domaine du nucléaire civil. L'enquête de la Commission est toujours en cours.

NOTE 17 – EVENEMENTS POSTERIEURS À LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture n'est susceptible d'avoir d'incidence significative sur les comptes du Groupe.

DIRECTION DE LA COMMUNICATION FINANCIERE

33, rue La Fayette – F-75442 Paris Cedex 09 – Tél : +33 (0)1 34 00 00 – Fax : +33 (0)1 34 96 00 01